

N° 129 – 1er trim. 2007
Mars 2007

Sommaire

	Page
Synthèse	3
1. L'évolution monétaire et financière	
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	4
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	4
1.1.2 Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte	8
1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	10
1.1.4 Actifs financiers par agent économique	11
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place	14
1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission	18
1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission	22
1.3 La masse monétaire et ses contreparties	26
1.3.1 Les composantes de la masse monétaire	26
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	27
1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux	28
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	28
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	30
2. Rappels des taux	
2.1 Taux administrés	32
2.1.1 Taux d'intérêt légal	32
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM	32
2.2 Taux du marché	32
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	32
2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie Française	33
2.3 Taux de l'usure	33
2.3.1 Crédits aux particuliers	33
2.3.2 Crédits aux personnes morales et aux personnes physiques	34
2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit	34
3. Autres activités de l'IEOM	
3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire	38
3.1.1 L'émission de billets CFP	38
3.1.2 L'émission de pièces CFP	39
3.2 Les systèmes d'échanges	40
3.3 Le refinancement	41

Remarque liminaire

L'examen de la situation financière est centré sur l'analyse de l'ensemble des dépôts et des crédits enregistrés par les établissements de crédit et l'OPT pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents économiques et clientèle diverse).

Remarque : Depuis mai 2006, une mise en application plus stricte des textes réglementaires comptables en vigueur, rendue possible par des logiciels plus adaptés, a conduit, dans un établissement de crédit de la place, à des reclassements comptables sur un certain nombre de postes des actifs financiers (dépôts à terme, bon de caisse, certificats de dépôts), ainsi que sur les concours à caractère bancaire (crédits de trésorerie, comptes ordinaires débiteurs, créances commerciales). En l'absence de continuité méthodologique des séries de données, l'analyse détaillée de leurs évolutions n'est donc pas significative.

L'épargne en Polynésie française s'est accrue en 2006 sur un rythme comparable à celui de 2005 (+ 6,4 % contre + 6,7 %). L'ensemble des dépôts collectés par les établissements de crédit s'élevait à 440,8 milliards de F CFP au 31 décembre 2006.

La croissance des actifs financiers provient principalement de la bonne tenue des dépôts à vue (+ 13,6 %) ainsi que des comptes à terme (+ 39,4 %). Le choix des épargnants polynésiens s'est également orienté vers les produits d'assurance-vie (+ 8,4 %). Pour leur part, les plans d'épargne logement n'ont connu qu'une hausse modérée de leur encours (+0,5 %) du fait des incitations à mobiliser des ressources pour financer l'achat d'un bien immobilier avec le soutien des aides gouvernementales (PAB et PHB) et en raison de la moindre attractivité de la partie épargne du produit depuis l'extension aux Collectivités d'outre-mer de la conditionnalité de la prime d'Etat à la souscription d'un crédit d'épargne logement.

En 2006, **les particuliers ont été les principaux acteurs de la croissance de l'épargne**. Concentrant 61 % de l'ensemble des actifs financiers, ils ont enregistré une hausse de 6,6 % de leurs avoirs. S'agissant des sociétés non financières, détentrices de 21 % des dépôts, cette expansion a également été sensible (+ 13,1 %).

L'ensemble des concours financiers octroyés par le système bancaire local et les établissements de crédit hors zone d'émission a représenté 487,7 milliards de F CFP au 31 décembre 2006. Le rythme de croissance annuel des passifs financiers s'est révélé plus rapide en 2006 qu'en 2005 : + 7,2 % contre + 5,1 %. Les banques locales demeurent la plus importante source de financement de la collectivité avec une part de 82,7 % du total des crédits, représentant 403,3 milliards de F CFP.

Les **crédits à l'habitat** se sont maintenus sur une pente ascendante en 2006, avec toutefois une progression annuelle moins rapide qu'en 2005 : + 8,3 %, contre + 12,1 %. Pour sa part, **l'investissement** des entreprises (SNF et entreprises individuelles) a esquissé des signes de reprise au cours de l'année à l'image du retour à la croissance de l'encours des crédits d'équipement (+ 2,5 % fin 2006 contre - 1,6 % fin 2005).

Les **particuliers** ont été les premiers débiteurs des établissements de crédit avec 46,5 % du total des concours octroyés (226,6 milliards de F CFP à fin décembre 2006, + 8,8 % sur l'année). Les sollicitations majeures des ménages auprès des banques ont porté sur le financement de leur habitat (125,9 milliards de F CFP, + 8,4 %), aidé par les divers dispositifs de prêts bonifiés (PAB et PHB). Les crédits de trésorerie ont progressé quant à eux de 8,3 % (81,9 milliards de F CFP à fin 2006).

La demande de financement de la part des **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) s'est inscrite en hausse de 6,1 % sur les douze derniers mois pour atteindre 173,9 milliards de F CFP.

L'encours des crédits accordés aux administrations publiques locales s'est établi à 61,7 milliards de F CFP au 31 décembre 2006, en retrait de 2,8 % en glissement annuel.

A fin décembre 2006, **la masse monétaire M3** s'est établie à 352,5 milliards de F CFP, contre 329 milliards un an auparavant. Cette croissance de 7,2 % est imputable essentiellement à celles des dépôts à terme (+39,4 %) et des dépôts à vue (+13,6 %). Les deux principales contreparties de la masse monétaire, les concours sur ressources monétaires (248 milliards de F CFP) et les avoirs extérieurs (105,2 milliards), se sont accrues respectivement de 5,4 % et 11,6 %.

La détérioration de la **position extérieure nette du système bancaire local**, passée de -5,4 milliards de F CFP à -14,8 milliards entre 2005 et 2006, a résulté de la croissance plus forte des engagements extérieurs (+ 16,3 %) que celle des avoirs hors zone d'émission (+ 4,7 %).

1. L'évolution monétaire et financière

1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.1.1 Ensemble des actifs financiers

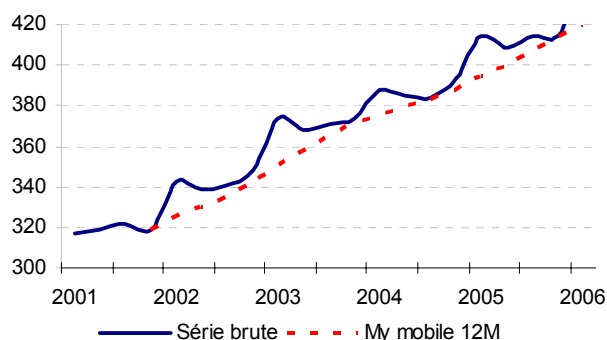
Commentaires :

La croissance de l'épargne en Polynésie française s'est poursuivie au cours de l'année 2006, s'établissant à + 6,4 %, à un rythme annuel comparable à celui de 2005 (+ 6,7 %). Le montant total des actifs financiers collectés auprès de la clientèle non financière s'est élevé à 440,8 milliards de F CFP.

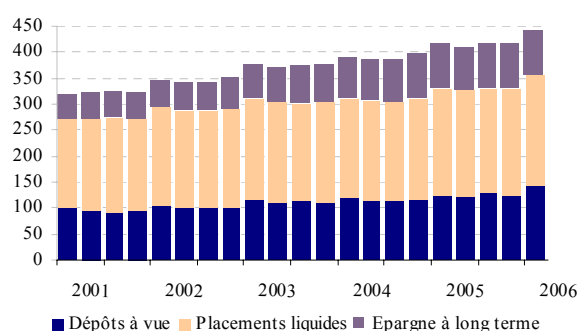
Les placements liquides, qui en constituent près de la moitié, ont crû de 3,3 % entre décembre 2005 et décembre 2006, passant de 205,4 milliards de F CFP à 212,2 milliards. Pour leur part, les dépôts à vue ont connu une augmentation prononcée de leur encours (+ 13,6 % sur la même période). Au sein de l'épargne à long terme, les produits d'assurance-vie suscitent toujours l'intérêt des épargnants polynésiens, avec une hausse de 8,4 %.

	Montant en millions de F CFP au					Variations en glissement annuel à fin		
	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006	déc-05	juin-06	déc-06
Actifs financiers.....	414 140	408 984	414 493	414 639	440 818	6,7%	7,8%	6,4%
Dépôts à vue.....	124 978	121 271	130 286	124 053	141 923	4,3%	13,4%	13,6%
Placements liquides.....	205 379	203 486	199 938	205 531	212 191	8,2%	5,8%	3,3%
Comptes sur livret.....	78 605	77 068	75 694	72 593	71 533	-3,3%	-4,1%	-9,0%
Cptes d'épargne logement.	250	253	253	237	241	1,6%	-0,5%	-3,6%
Dépôts à terme.....	82 580	87 422	96 855	106 750	115 115	14,6%	30,2%	39,4%
OPCVM monétaires.....	12 868	13 538	14 011	14 419	14 424	6,3%	14,5%	12,1%
Divers.....	31 076	25 205	13 125	11 532	10 878	29,0%	-43,4%	-65,0%
Epargne à long terme....	83 785	84 227	84 269	85 056	86 704	6,6%	4,6%	3,5%
Actions - obligations.....	5 510	5 430	4 499	4 528	4 391	-4,4%	-21,4%	-20,3%
OPCVM non monétaires..	28 753	29 225	27 940	28 727	29 556	-6,4%	-6,8%	2,8%
Plans d'épargne logement	11 921	12 130	11 918	11 846	11 985	23,8%	12,3%	0,5%
Assurance-vie	37 601	37 442	39 912	39 955	40 772	15,8%	16,4%	8,4%

Ensemble des actifs financiers (en milliards de F CFP)



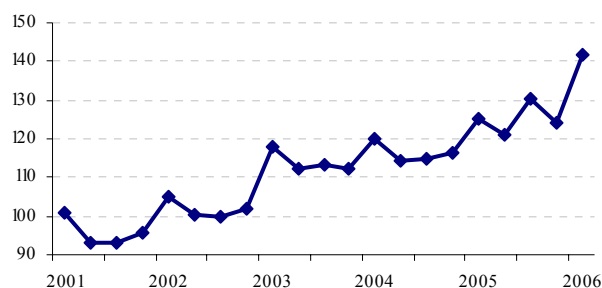
Répartition par type d'actif (en milliards de F CFP)



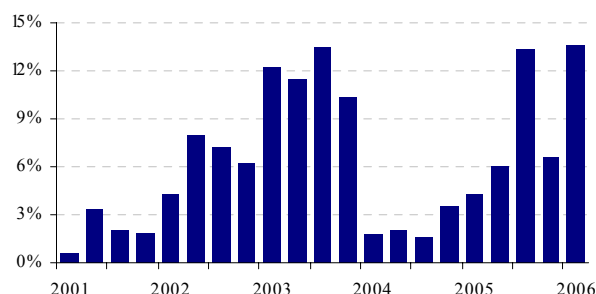
L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

Dépôts à vue

Encours
(en milliards de F CFP)

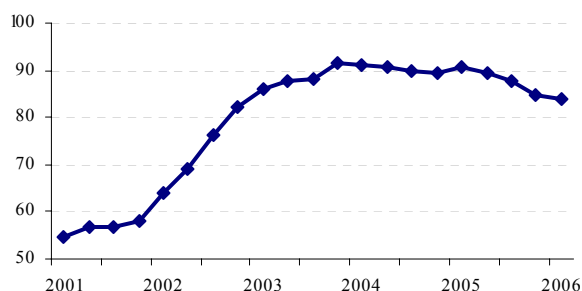


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

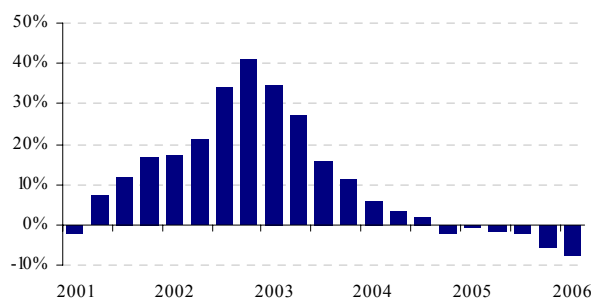


Comptes d'épargne à régime spécial

Encours
(en milliards de F CFP)

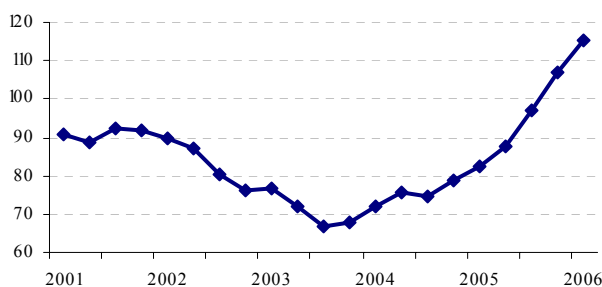


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

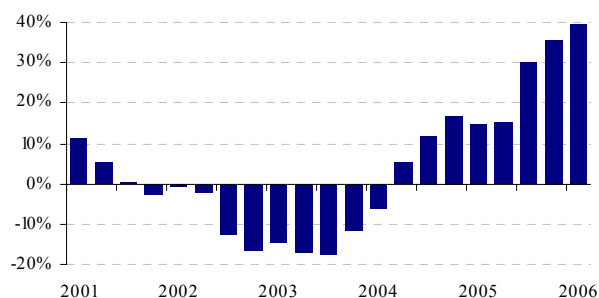


Comptes à terme

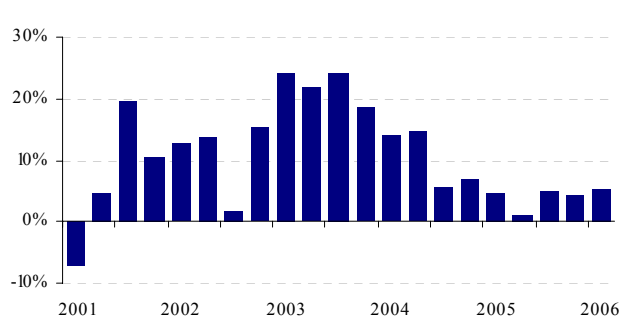
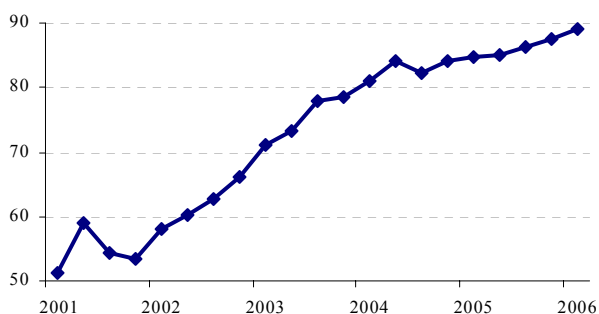
Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



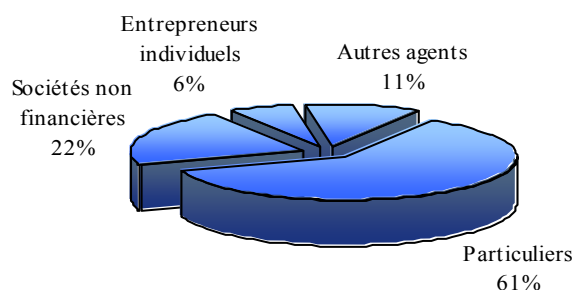
Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



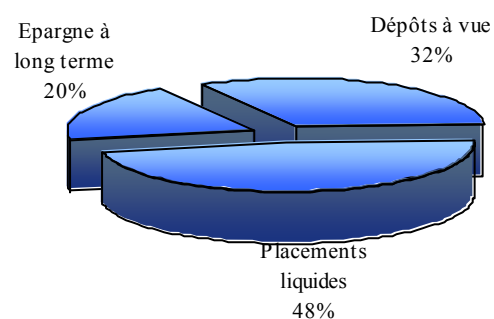
1. L'évolution monétaire et financière

REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2006

Par agent économique



Par catégorie de produits



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.2 Dépôts collectés par les EC locaux pour leur propre compte

Commentaires :

Au 31 décembre 2006, l'ensemble des dépôts collectés par les établissements de crédit locaux et institutions financières s'est élevé à 351,7 milliards de F CFP, soit une croissance de 6,8 % en un an (329,4 milliards de F CFP à fin décembre 2005).

Les dépôts à vue

Avec un encours de 141,9 milliards de F CFP (125 milliards au dernier trimestre 2005), le rythme de progression annuel des dépôts à vue a été soutenu, passant de 4,3 % en décembre 2005 à 13,6 % en décembre 2006.

Les placements liquides

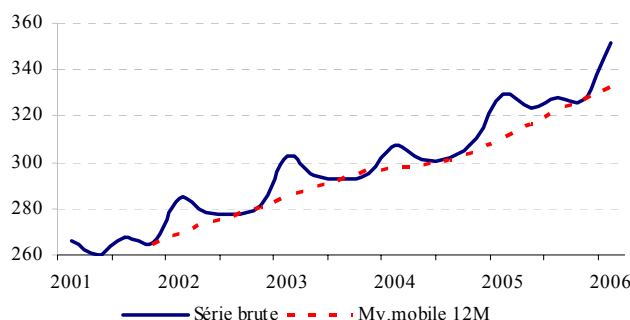
Les placements liquides (comptes sur livret, comptes d'épargne logement et autres placements liquides et à court terme) ont enregistré une augmentation de 2,7 % en glissement annuel, à 197,8 milliards de F CFP (192,5 milliards à fin décembre 2005).

En raison de la faiblesse de leur rémunération, les comptes sur livret ont connu un nouveau repli de leur encours de 9 % en l'espace d'un an (-3,3 % en 2005), à 71,5 milliards de F CFP.

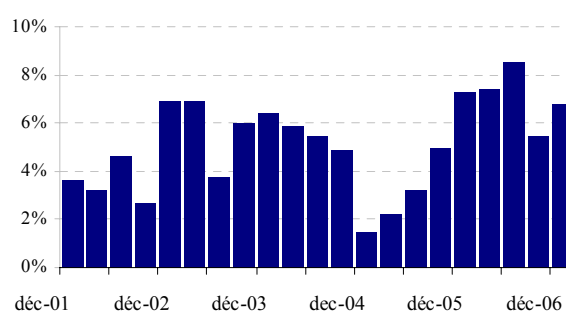
Quant au gonflement des dépôts à terme (+39,4 %), qui s'élèvent à 115,2 milliards de F CFP, il n'est pas significatif dans la mesure où il provient du rattachement comptable de la part d'un établissement depuis mai 2006 de certains titres de créances négociables et bons de caisse à cette catégorie d'actifs.

Les plans d'épargne logement ont faiblement augmenté, de 0,5 % contrairement à 2005 où ils avaient enregistré un taux de croissance de +23,8 %. Un grand nombre de PEL ayant été ouverts en 2002, année de mise en place de ces produits financiers en Polynésie française, la durée minimale de constitution de l'épargne de 4 ans a été atteinte au cours de l'année 2006.

Dépôts collectés par les EC locaux
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles en glissement annuel

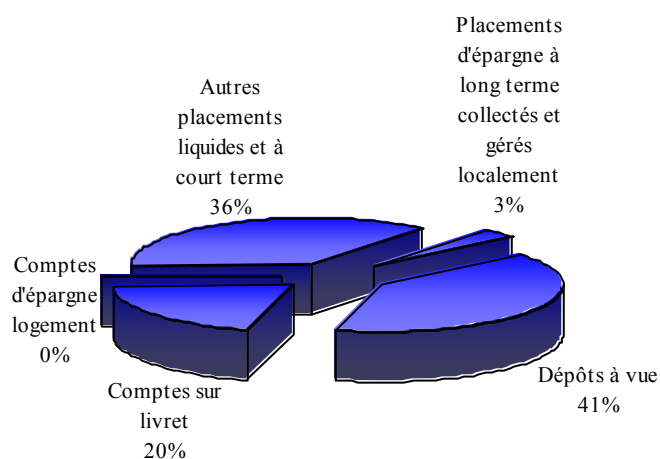


1. L'évolution monétaire et financière

Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte (répartition par nature)

	Montant en millions de F CFP au					Variation en glissement annuel à fin		
	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006	déc-05	juin-06	déc-06
Dépôts à vue	124 978	121 271	130 286	124 053	141 923	4,3%	13,4%	13,6%
dont banques locales	118 380	111 183	120 835	115 355	133 979	4,1%	11,1%	13,2%
Comptes sur livret	78 605	77 068	75 694	72 593	71 533	-3,3%	-4,1%	-9,0%
Comptes d'épargne logement	250	253	253	237	241	1,6%	-0,5%	-3,6%
Autres placements liquides et à court terme	113 656	112 627	109 980	118 282	125 993	18,2%	12,7%	10,9%
Dépôts à terme	82 580	87 422	96 855	106 750	115 115	14,6%	30,2%	39,4%
Bons de caisse	13 590	13 538	10 028	9 284	8 598	-11,3%	-21,6%	-36,7%
Certificats de dépôts	17 486	11 667	3 097	2 248	2 280	99,1%	-70,2%	-87,0%
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	317 489	311 219	316 213	315 164	339 690	6,7%	8,4%	7,0%
dont banques locales	310 891	301 131	306 762	306 466	331 746	6,7%	7,4%	6,7%
Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement	11 921	12 130	11 918	11 846	11 985	23,8%	12,3%	0,5%
Plans d'épargne logement	11 921	12 130	11 918	11 846	11 985	23,8%	12,3%	0,5%
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	329 410	323 349	328 131	327 010	351 675	7,2%	8,5%	6,8%
dont banques locales	322 812	313 261	318 680	318 312	343 731	7,2%	7,6%	6,5%

Répartition des actifs financiers par nature au 31 décembre 2006



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Commentaires :

Au 31 décembre 2006, l'encours des dépôts collectés pour le compte d'institutions extérieures a progressé de 5,2 % sur l'année (contre +4,5 % en 2004) pour atteindre 89,4 milliards de F CFP. Cette épargne a représenté 20,2 % de l'ensemble des actifs financiers.

Placements liquides et à court terme

Le rythme de progression des OPCVM monétaires s'est accéléré en 2006. Avec un encours de 14,4 milliards de F CFP au 31 décembre, ils ont enregistré une hausse de 12,1 %, contre +6,3 % en décembre 2005.

Placements d'épargne à long terme

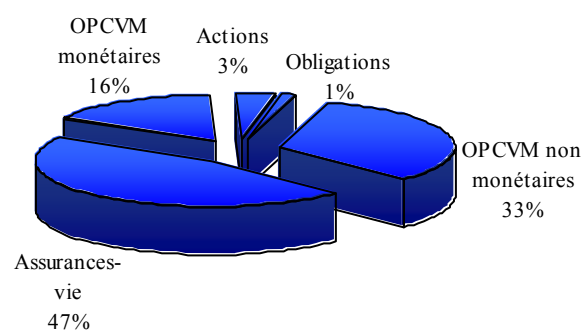
La croissance des placements d'épargne à long terme a conservé un niveau comparable à celui de 2005, avec une croissance de 4 %. Les produits d'assurance-vie¹ distribués par les banques gardent leur attrait aux yeux des épargnants polynésiens : de l'ordre de 40,7 milliards de F CFP, ils ont augmenté de 8,4 % en un an. Le succès de ces produits repose en partie sur un effet de substitution au détriment des PEL jugés à présent relativement moins rémunérateurs et plus contraignants. Sur la même période, l'encours des OPCVM non monétaires a crû de 2,8 %, à 29,6 milliards de F CFP, et celui des actions de 15,7 %, à 3,1 milliards.

Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

	Montant en millions de F CFP au					Variations annuelles en %		
	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006	déc-05	juin-06	déc-06
Placements liquides et à court terme	12 868	13 002	14 011	14 419	14 424	6,3%	14,5%	12,1%
OPCVM monétaires	12 868	13 002	14 011	14 419	14 424	6,3%	14,5%	12,1%
Placements d'épargne à long terme	71 864	72 097	72 351	73 210	74 719	4,2%	3,4%	4,0%
Actions	2 644	2 653	2 717	2 783	3 059	2,8%	2,0%	15,7%
Obligations	2 866	2 778	1 782	1 745	1 332	-10,2%	-41,7%	-53,5%
OPCVM non monétaires	28 753	29 225	27 940	28 727	29 556	-6,4%	-6,8%	2,8%
Assurance-vie	37 601	37 442	39 912	39 955	40 772	15,8%	16,4%	8,4%
TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE	84 732	85 099	86 362	87 629	89 143	4,5%	5,0%	5,2%

Répartition des placements par produits au 31 décembre 2006

¹ Il convient de préciser qu'une partie seulement des produits d'« assurances-vie » est collectée par les établissements de crédit.



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.4 Actifs financiers par agent économique

DÉPÔTS COLLECTÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE

	Montant en millions de F CFP						Variation en glissement annuel		
	31/12/05	Parts	30/06/06	Parts	31/12/06	Parts	déc-05	juin-06	déc-06
Dépôts à vue	124 979		130 286		141 923		4,3%	13,4%	13,6%
Sociétés non financières	49 627	40%	44 715	34%	56 487	40%	2,4%	11,3%	13,8%
Entrepreneurs individuels	12 556	10%	14 512	11%	13 845	10%	- 2,3%	20,2%	10,3%
Particuliers	52 868	42%	56 496	43%	56 407	40%	9,3%	9,1%	6,7%
Autres agents résidents	8 401	7%	12 847	10%	13 508	10%	8,2%	40,1%	60,8%
Non résidents	1 527	1%	1 715	1%	1 676	1%	-36,8%	- 2,3%	9,8%
Autres dépôts	175 024		182 831		195 487		3,6%	9,9%	11,7%
Sociétés non financières	29 657	17%	33 163	18%	30 892	16%	- 2,0%	19,2%	4,2%
Entrepreneurs individuels	10 486	6%	9 939	5%	10 651	5%	- 0,8%	5,1%	1,6%
Particuliers	128 343	73%	127 616	70%	139 579	71%	4,7%	3,8%	8,8%
Autres agents résidents	4 228	2%	9 966	5%	12 141	6%	8,2%	148,9%	187,2%
Non résidents	2 310	1%	2 146	1%	2 224	1%	52,6%	0,8%	- 3,7%
Total des dépôts locaux à CT (hors CDD)	300 003		313 117		337 410		3,9%	11,3%	-
Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement	11 921		11 917		11 985		23,8%	12,3%	0,5%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	547	5%	760	6%	744	6%	26,6%	55,1%	36,0%
Particuliers	11 374	95%	11 157	94%	11 241	94%	23,6%	10,3%	- 1,2%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépôts locaux à LT	11 921		11 917		11 985		23,8%	12,3%	-
Sociétés non financières	79 284	25%	77 878	24%	87 379	25%	0,7%	14,5%	10,2%
Entrepreneurs individuels	23 589	8%	25 211	8%	25 240	7%	- 1,1%	14,5%	7,0%
Particuliers	192 585	62%	195 269	60%	207 227	59%	6,9%	5,6%	7,6%
Autres agents résidents	12 629	4%	22 813	7%	25 649	7%	8,2%	73,2%	103,1%
Non résidents	3 837	1%	3 862	1%	3 900	1%	- 2,4%	- 0,6%	1,6%
Certificats de dépôts (CDD)	17 486		3 097		2 280		99,1%	-70,2%	-87,0%
TOTAL	329 410		328 131		351 675		7,2%	8,5%	6,8%

ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (hors zone d'émission)

Montant en millions de F CFP au	Montant en millions de F CFP						Variation en glissement annuel		
	31/12/05	Parts	30/06/06	Parts	31/12/06	Parts	déc-05	juin-06	déc-06
Total	84 732		86 361		89 143		4,5%	2,6%	5,2%
Sociétés non financières	3 190	4%	3 836	4%	5 931	7%	8,1%	9,4%	85,9%
Entrepreneurs individuels	783	1%	636	1%	1 038	1%	-15,7%	-33,4%	32,6%
Particuliers	61 308	72%	61 884	72%	63 363	71%	6,9%	5,7%	3,4%
Autres agents résidents	19 451	23%	20 005	23%	18 811	21%	- 1,9%	- 5,4%	- 3,3%

Commentaires :

Au 31 décembre 2006, la structure de l'épargne par agent économique apparaît comme suit :

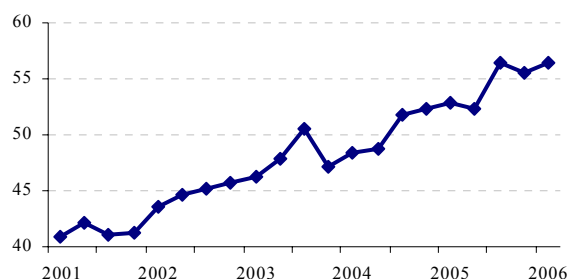
- les particuliers détiennent 59 % du total des dépôts des établissements de crédit locaux et 71 % des dépôts gérés par des institutions extérieures, avec des encours respectifs de 207,2 (+ 7,6 % en glissement annuel) et 63,4 milliards de F CFP (+3,4 %) ;
- les sociétés non financières détiennent 25 % de l'encours des dépôts collectés par les banques locales (87,4 milliards de F CFP, +10,2 % sur l'année) et 7 % de celui géré par les établissements situés hors de la zone d'émission (5,9 milliards, +85,9 %) ;
- le reste des agents (entrepreneurs individuels, non résidents et collectivités publiques) représente globalement 17,4 % de l'encours total des dépôts collectés localement (+23,8 % en glissement annuel).

1. L'évolution monétaire et financière

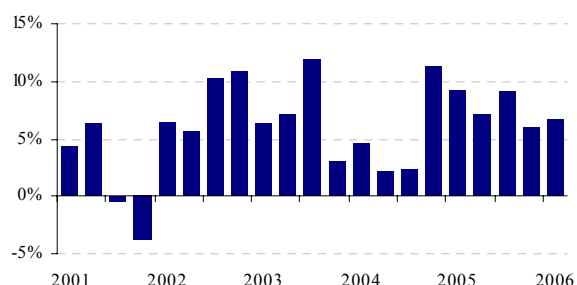
LES ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS

Dépôts à vue

Encours
(en milliards de F CFP)

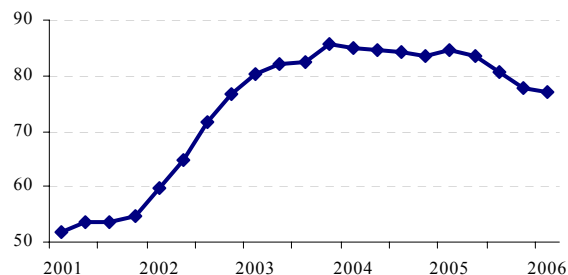


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

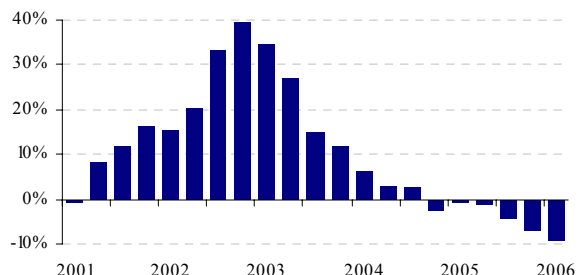


Comptes d'épargne à régime spécial

Encours
(en milliards de F CFP)

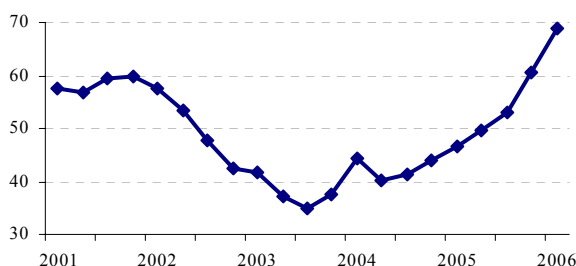


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

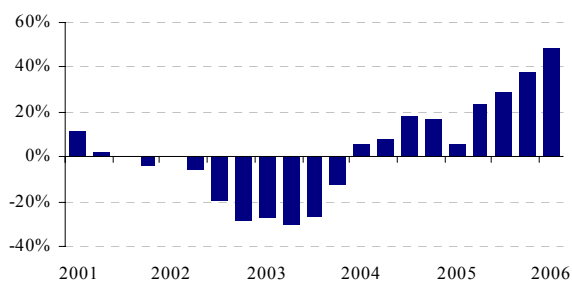


Comptes à terme

Encours
(en milliards de F CFP)

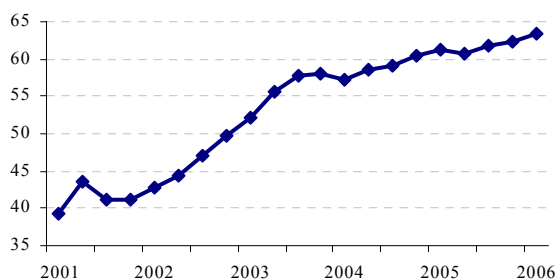


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

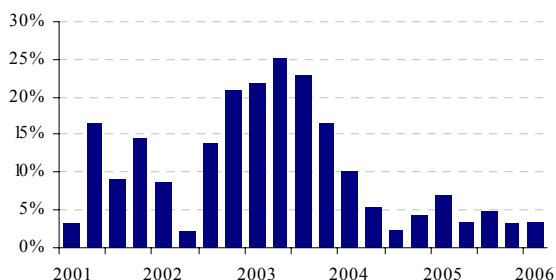


Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Encours
(en milliards de F CFP)



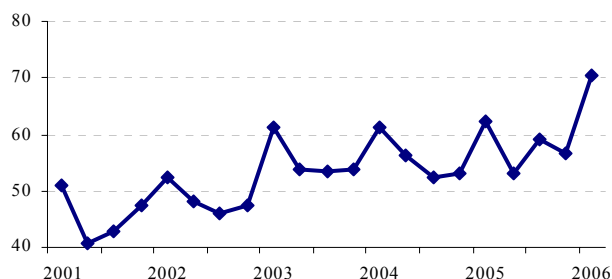
Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



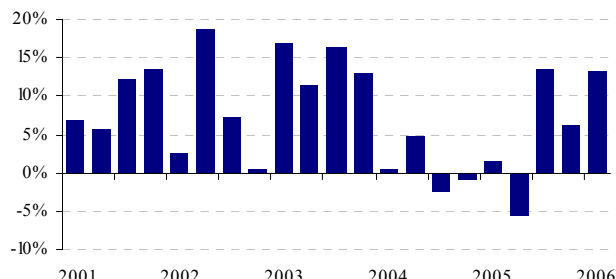
LES ACTIFS FINANCIERS DES ENTREPRISES (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Dépôts à vue

Encours
(en milliards de F CFP)

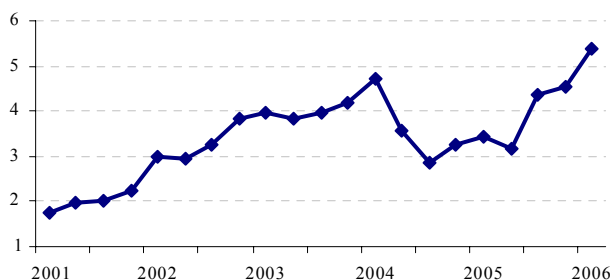


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

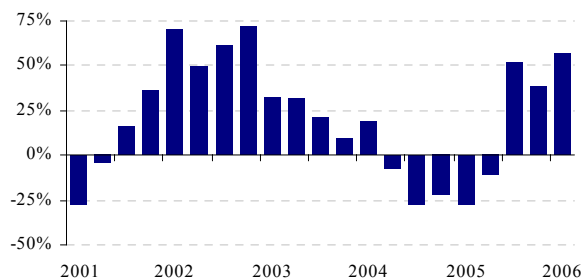


Comptes d'épargne à régime spécial

Encours
(en milliards de F CFP)

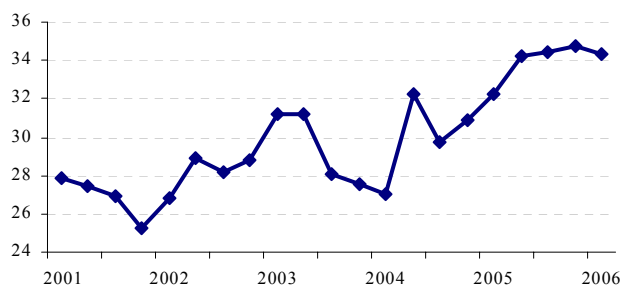


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

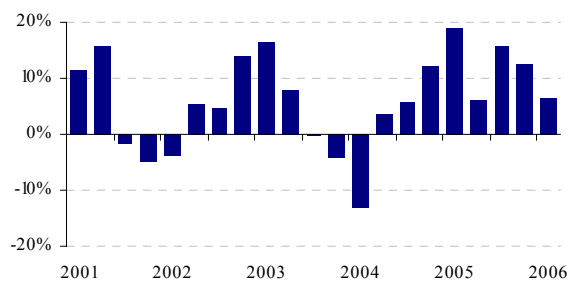


Comptes à terme

Encours
(en milliards de F CFP)

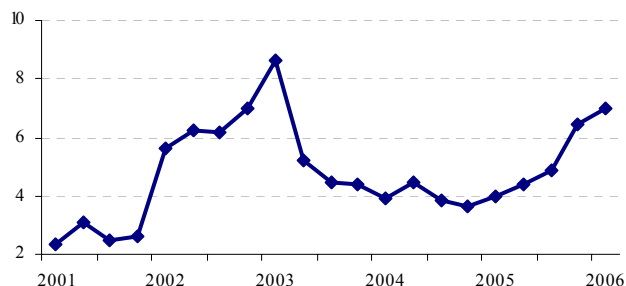


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

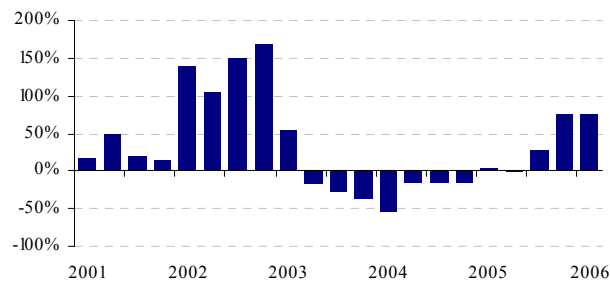


Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



1. L'évolution monétaire et financière

1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place

Commentaires :

Le montant total brut des concours bancaires octroyés sur la place s'est élevé à 487,7 milliards de F CFP au 31 décembre 2006, dont 83 % ont été accordés par les banques locales. En l'espace d'un an, l'encours global s'est inscrit en hausse de 7,2 % (+ 5,1 % entre 2004 et 2005). Les principaux types de concours bancaires sollicités par les agents économiques sont des crédits à l'habitat (30,2 %), de trésorerie (25 %) et à l'équipement (22,7 %).

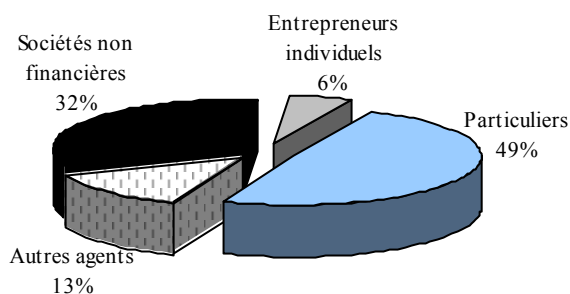
Les crédits à l'habitat se sont élevés à 147,3 milliards de F CFP, en augmentation de 8,3 % par rapport à 2005. Afin de stimuler la demande des particuliers (85,5 % du volume octroyé) et de relancer l'activité des entreprises du bâtiment, les pouvoirs publics ont décidé la réinstauration du prêt à l'habitat bonifié (PHB) et du prêt à l'aménagement bonifié (PAB) pour l'année 2007. Ce dispositif consiste en la bonification des intérêts assurée par le Pays à hauteur de 2,5 %, dans le cadre de l'acquisition d'une première habitation. De plus, contrairement à l'ancienne mesure, mise en place en 2005, cette nouvelle forme de PHB s'applique également aux achats de logements anciens et est cumulable avec l'aide à la construction. Une enveloppe de 5 milliards de F CFP a été allouée pour financer cette aide à l'accession à la propriété

D'un montant de 110,7 milliards de F CFP au 31 décembre 2006, les crédits à l'équipement ont crû au taux modéré de 1,9 % par rapport à décembre 2005, la demande des sociétés non financières (+ 3,2 %) ayant été compensée par la stagnation de la demande émanant des administrations publiques locales (+ 0,1 % pour les « autres agents résidents »).

Avec un encours de 122,1 milliards de F CFP, les crédits de trésorerie ont enregistré une baisse de 0,4 % sur l'année. Cette situation résulte toutefois en grande partie d'une nouvelle imputation comptable des utilisations d'ouverture de crédit permanent dans la catégorie des comptes ordinaires débiteurs, qui explique par ailleurs la forte augmentation de ce dernier poste (+ 64,8 %).

Les créances douteuses brutes sont en hausse de 13,9 % sur entre 2005 et 2006 pour atteindre 22,7 milliards de F CFP. Sur la même période, le taux de créances douteuses brutes est passé de 4,4 % à 4,7 %.

Ventilation par agent économique de l'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place au 31 décembre 2006



1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE

(toutes zones d'émission confondues)

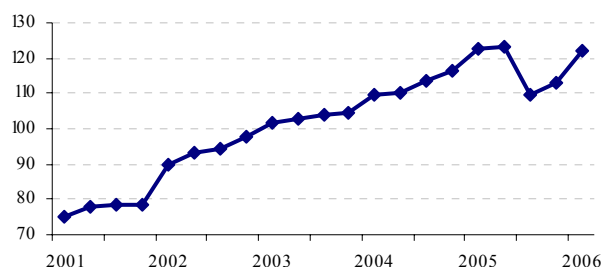
Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %		
	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/12/2005	30/06/2006	31/12/2006	31/12/2005	30/06/2006	31/12/2006
Créances commerciales	3 649	2 696	3 673	4 312	4 157	17,4%	15,0%	13,9%	0,8%	0,8%	0,9%
Sociétés non financières	3 376	2 494	3 169	3 929	3 841	13,6%	5,7%	13,8%	0,7%	0,7%	0,8%
Entrepreneurs individuels	217	191	499	375	309	61,9%	153,8%	42,4%	0,0%	0,1%	0,1%
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	56	11	5	8	7	-	-	-	-	-	-
Non résidents	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	122 538	123 391	109 761	113 258	122 094	11,6%	- 3,5%	- 0,4%	26,9%	23,4%	25,0%
Sociétés non financières	37 691	35 958	32 031	27 662	28 573	18,2%	- 3,8%	-24,2%	8,3%	6,8%	5,9%
Entrepreneurs individuels	6 081	6 010	5 021	5 517	8 125	22,6%	- 6,5%	33,6%	1,3%	1,1%	1,7%
Particuliers	75 641	77 405	68 885	77 390	81 929	7,8%	- 4,0%	8,3%	16,6%	14,7%	16,8%
Autres agents résidents	3 097	3 817	3 631	2 493	3 266	12,6%	9,2%	5,5%	0,7%	0,8%	0,7%
Non résidents	28	201	193	197	201	-28,2%	561,5%	617,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Crédits à l'équipement	108 665	109 285	111 034	112 438	110 691	- 3,5%	0,4%	1,9%	23,9%	23,6%	22,7%
Sociétés non financières	46 717	48 029	46 993	48 450	48 205	- 1,7%	- 2,3%	3,2%	10,3%	10,0%	9,9%
Entrepreneurs individuels	5 111	5 118	4 950	4 871	4 931	- 0,6%	- 3,6%	- 3,5%	1,1%	1,1%	1,0%
Particuliers	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	54 609	54 056	57 159	56 975	54 673	- 6,0%	3,3%	0,1%	12,0%	12,2%	11,2%
Non résidents	2 228	2 082	1 932	2 143	2 882	16,6%	- 1,7%	29,4%	0,5%	0,4%	0,6%
Crédits à l'habitat	136 110	138 127	139 997	142 620	147 343	12,1%	10,0%	8,3%	29,9%	29,8%	30,2%
Sociétés non financières	12 519	12 709	12 795	13 312	14 151	18,6%	16,9%	13,0%	2,8%	2,7%	2,9%
Entrepreneurs individuels	5 648	5 960	6 762	4 874	4 940	15,7%	30,4%	-12,5%	1,2%	1,4%	1,0%
Particuliers	116 240	117 738	118 668	122 692	125 971	9,7%	7,7%	8,4%	25,6%	25,3%	25,8%
Autres agents résidents	1 275	1 268	1 323	1 317	1 904	-	47,0%	49,3%	0,3%	0,3%	0,4%
Non résidents	428	452	449	425	377	-	-	-11,9%	0,1%	0,1%	0,1%
Comptes ordinaires débiteurs	20 388	21 846	39 698	35 788	33 592	-11,8%	107,4%	64,8%	4,5%	8,5%	6,9%
Sociétés non financières	14 572	16 543	30 231	29 641	27 160	-17,2%	126,0%	86,4%	3,2%	6,4%	5,6%
Entrepreneurs individuels	1 556	1 384	3 305	2 597	2 691	20,7%	120,5%	72,9%	0,3%	0,7%	0,6%
Particuliers	3 828	3 623	4 208	3 332	3 272	56,4%	18,7%	-14,5%	0,8%	0,9%	0,7%
Autres agents résidents	394	260	1 917	160	421	-71,6%	177,4%	7,0%	0,1%	0,4%	0,1%
Non résidents	38	36	37	58	49	-90,5%	23,3%	27,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres crédits	41 734	40 682	41 241	46 422	42 420	6,5%	- 2,0%	1,6%	9,2%	8,8%	8,7%
Sociétés non financières	23 276	22 322	24 238	24 026	23 889	3,6%	8,4%	2,6%	5,1%	5,2%	4,9%
Entrepreneurs individuels	3 887	3 817	3 580	3 792	3 379	- 1,8%	- 4,5%	-13,1%	0,9%	0,8%	0,7%
Particuliers	8 884	8 874	8 239	13 336	10 962	- 1,6%	-16,3%	23,4%	2,0%	1,8%	2,2%
Autres agents résidents	3 537	3 545	3 105	3 230	1 421	13,5%	-41,6%	-59,8%	0,8%	0,7%	0,3%
Non résidents	2 150	2 124	2 079	2 037	2 771	ns	ns	ns	0,5%	0,4%	0,6%
Créances douteuses nettes	7 532	8 165	7 901	9 716	8 337	8,2%	29,2%	10,7%	1,7%	1,7%	1,7%
Sociétés non financières	1 864	2 558	2 281	2 666	2 300	- 7,4%	45,6%	23,4%	0,4%	0,5%	0,5%
Entrepreneurs individuels	1 415	1 362	1 588	1 979	1 432	37,9%	37,3%	1,2%	0,3%	0,3%	0,3%
Particuliers	3 627	3 609	3 844	4 879	4 423	- 3,2%	19,5%	21,9%	0,8%	0,8%	0,9%
Autres agents résidents	488	491	8	10	1	ns	ns	ns	0,1%	0,0%	0,0%
Non résidents	138	145	180	183	181	ns	7,4%	ns	0,0%	0,0%	0,0%
Autres concours non ventilés	1 928	2 079	3 293	3 664	4 683	-62,5%	77,1%	142,9%	0,4%	0,7%	1,0%
TOTAL NET	442 544	446 271	456 598	464 553	473 318	5,0%	7,7%	7,0%	97,3%	97,2%	97,1%
Sociétés non financières	140 015	140 613	151 738	149 685	148 119	3,7%	14,4%	5,8%	30,8%	32,3%	30,4%
Entrepreneurs individuels	23 915	23 842	25 705	24 005	25 806	11,8%	15,3%	7,9%	5,3%	5,5%	5,3%
Particuliers	208 220	211 249	203 844	221 629	226 556	8,8%	2,6%	8,8%	45,8%	43,4%	46,5%
Autres agents résidents	63 456	63 448	67 148	64 192	61 694	- 2,9%	2,4%	- 2,8%	13,9%	14,3%	12,7%
Non résidents	5 010	5 040	4 870	5 042	6 460	47,2%	62,9%	28,9%	1,1%	1,0%	1,3%
non ventilés par agents résidents	1 928	2 079	3 293	3 664	4 683	411,5%	611,5%	411,5%	0,4%	0,7%	1,0%
Provisions non ventilées	12 399	13 065	13 065	13 259	14 368	6,5%	- 2,1%	15,9%	2,7%	2,8%	2,9%
TOTAL BRUT	454 943	459 336	469 663	477 812	487 686	5,1%	7,4%	7,2%	100,0%	100,0%	100,0%
Taux créances douteuses brutes	4,4%	4,6%	4,5%	4,8%	4,7%	2,0%	0,3%	6,3%	-	-	-
Taux de provisionnement	62,2%	61,5%	62,3%	57,7%	63,3%	- 0,6%	- 9,1%	1,7%	-	-	-

1. L'évolution monétaire et financière

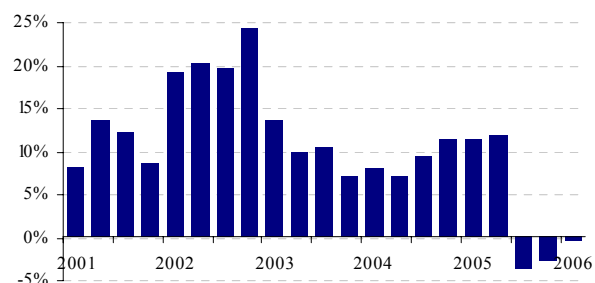
LES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDÉS SUR LA PLACE

Crédits de trésorerie

Encours
(en milliards de F CFP)

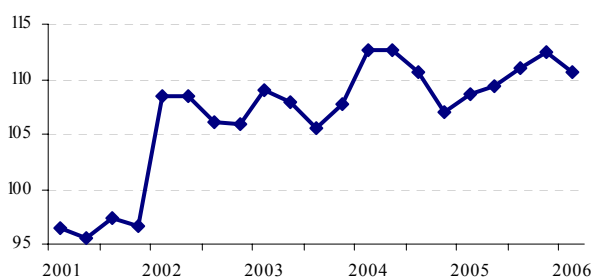


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

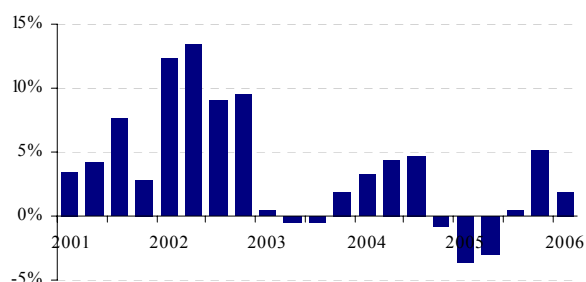


Crédits à l'équipement

Encours
(en milliards de F CFP)

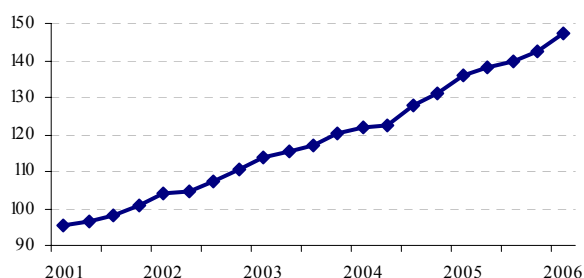


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

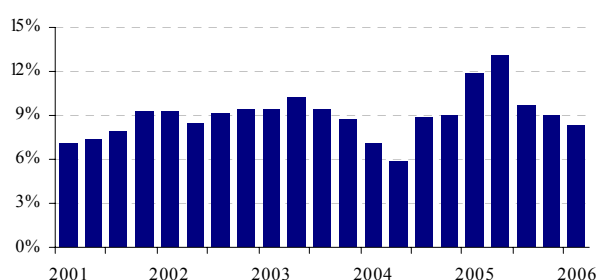


Crédits à l'habitat

Encours
(en milliards de F CFP)

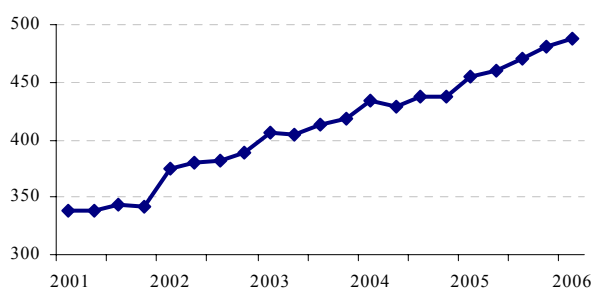


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

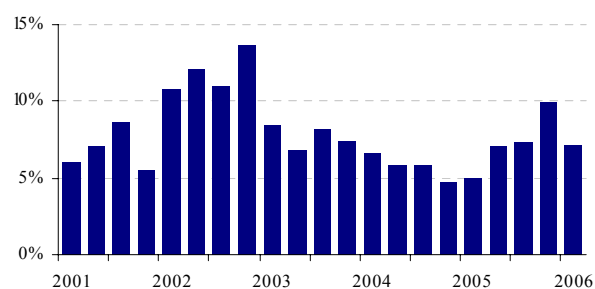


Ensemble des crédits

Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS SUR LA PLACE

Crédits de trésorerie accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

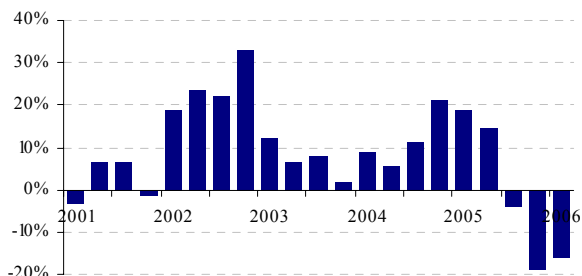
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

(en glissement annuel)

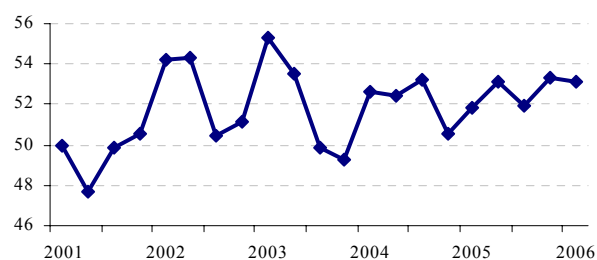


Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

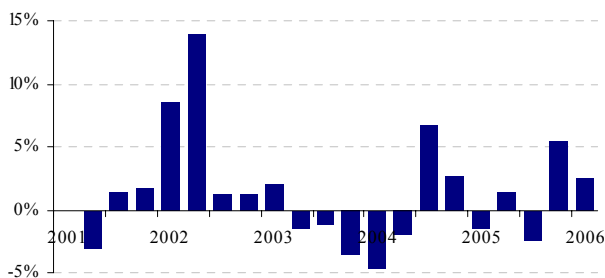
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

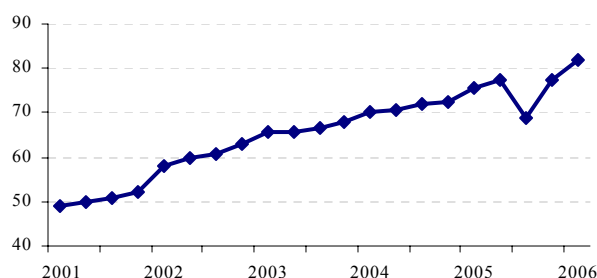
(en glissement annuel)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

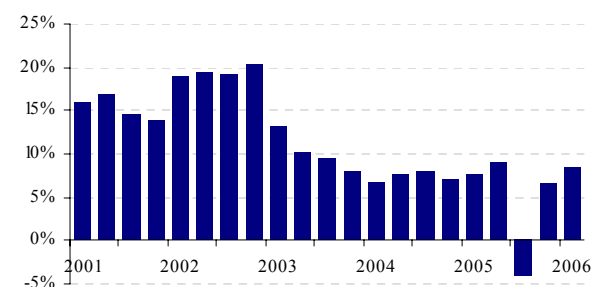
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

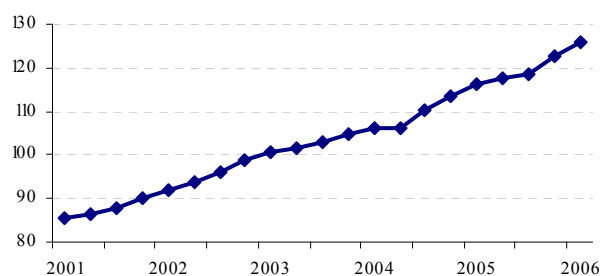
(en glissement annuel)



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

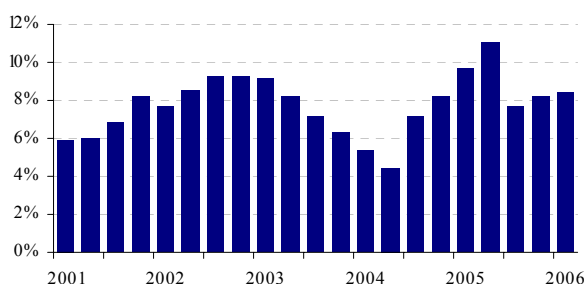
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

(en glissement annuel)



1. L'évolution monétaire et financière

1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

Commentaires :

L'encours global des concours de caractère bancaire accordés par les banques de la place s'est élevé à 403,3 milliards de F CFP au 31 décembre 2006, contre 373,9 en 2005. Son taux de croissance annuel a été de 7,9%, contre 6,8 % un an auparavant.

Répartition et évolution des concours par catégorie

Les crédits à l'habitat se sont élevés à 124,1 milliards de F CFP, en augmentation de 6,2 % par rapport à 2005, stimulés par la demande des particuliers, qui en ont été les principaux bénéficiaires (84,2 % du volume octroyé).

Avec un encours de 118,1 milliards de F CFP, les crédits de trésorerie ont enregistré une baisse de 0,8 % sur l'année. Cette situation résulte essentiellement de la nouvelle imputation comptable des utilisations d'ouverture de crédit permanent dans la catégorie des comptes ordinaires débiteurs, qui explique par ailleurs la forte augmentation de ce dernier poste (+ 64,2%) et n'est pas révélatrice d'une plus grande vulnérabilité des agents économiques. De même, la recrudescence des créances douteuses brutes (+ 17,5 %), qui atteignent 22,3 milliards de F CFP, est imputable en partie à une application plus stricte et extensive des règles de contagion. Néanmoins, la croissance du taux de créances douteuses brutes de 5,1 % à 5,5 % trouve également son origine dans l'évolution de la conjoncture économique qui s'est avérée moins porteuse en 2006 qu'en 2005, et donc dans la progression des difficultés financières des agents économiques..

D'un montant de 55,6 milliards de F CFP à décembre 2006, les crédits à l'équipement ont crû de 4,3 % par rapport à 2005, en raison des efforts d'investissement des sociétés non financières (+ 6,1 %).

Répartition et évolution des concours par agent économique

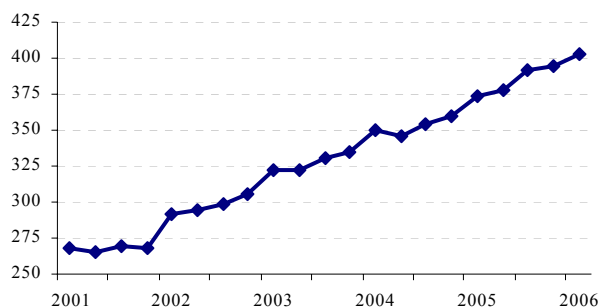
Au 31 décembre 2006, plus de la moitié des crédits octroyés par les banques locales était destinée aux particuliers (51,6 %), dont l'encours bancaire a progressé de 8 % sur l'année, pour s'établir à 208 milliards de F CFP. Les préoccupations financières majeures des ménages polynésiens sont tournées vers l'habitat (52 % du total des crédits consentis) devant la consommation (39 %). En 2006, l'encours de leurs prêts immobiliers a augmenté de 6,5 % et celui de leurs crédits de trésorerie de 8 %.

Les concours bancaires accordés aux sociétés non financières se sont élevés à 147,9 milliards de F CFP à fin décembre 2006, en progression de 7,7 % en glissement annuel. L'accroissement de leur endettement semble s'être réalisé en grande partie sur les utilisations d'ouverture de crédit permanent, mais leur nouveau rattachement comptable aux comptes ordinaires débiteurs ne permet pas d'en connaître l'ampleur.

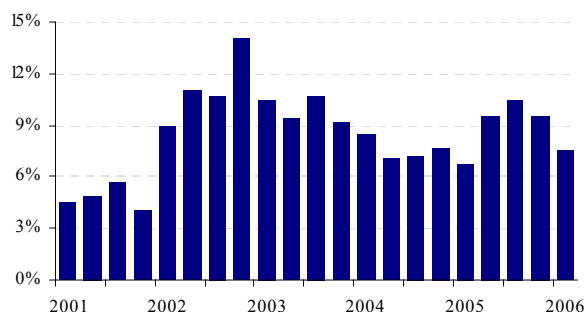
Pour leur part, les investissements des sociétés non financières ont repris sur la fin de l'année, en témoigne la hausse de 6,1 % de leur encours de crédits d'équipement.

Ensemble des crédits

Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



1. L'évolution monétaire et financière

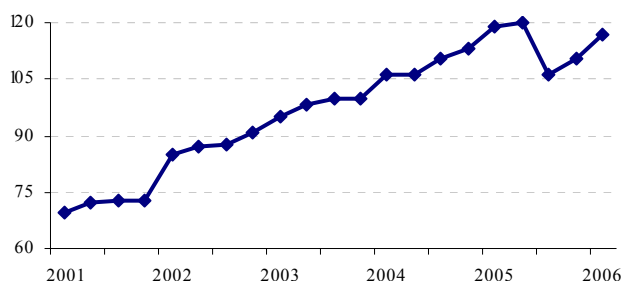
CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE												
Etablissements de crédit situés dans la zone d'émission												
Montants en millions de F CFP	Variations annuelles en %					Parts en %						
	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/12/2005	30/06/2006	31/12/2006	31/12/2005	30/06/2006	31/12/2006	
Créances commerciales	3 649	2 696	3 673	4 312	4 157	17,4%	15,0%	13,9%	1,0%	0,9%	1,0%	
Sociétés non financières	3 376	2 494	3 169	3 929	3 841	13,6%	5,7%	13,8%	92,5%	86,3%	92,4%	
Entrepreneurs individuels	217	191	499	375	309	61,9%	153,8%	42,4%	5,9%	13,6%	7,4%	
Particuliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Autres agents résidents	56	11	5	8	7	—	—	—	—	—	—	
Non résidents	0	—	—	—	—	-95,7%	-100,0%	-100,0%	0,0%	—	—	
Crédits de trésorerie	119 095	119 981	106 289	109 530	118 147	12,4%	- 3,5%	- 0,8%	31,9%	27,5%	29,3%	
Sociétés non financières	37 691	35 958	32 031	27 597	28 573	18,2%	- 3,8%	-24,2%	31,6%	30,1%	24,2%	
Entrepreneurs individuels	6 081	6 010	5 021	5 517	8 125	22,6%	- 6,5%	33,6%	5,1%	4,7%	6,9%	
Particuliers	72 198	73 995	65 413	73 726	77 982	8,9%	- 4,1%	8,0%	60,6%	61,5%	66,0%	
Autres agents résidents	3 097	3 817	3 631	2 493	3 266	12,6%	9,2%	5,5%	2,6%	3,4%	2,8%	
Non résidents	28	201	193	197	201	-28,2%	561,5%	617,9%	0,0%	0,2%	0,2%	
Crédits à l'équipement	53 339	54 417	54 894	56 416	55 614	- 0,1%	2,5%	4,3%	14,3%	14,2%	13,8%	
Sociétés non financières	41 943	43 418	42 668	44 198	44 516	- 2,1%	- 0,3%	6,1%	78,6%	77,7%	80,0%	
Entrepreneurs individuels	5 111	5 118	4 950	4 871	4 931	- 0,6%	- 3,6%	- 3,5%	9,6%	9,0%	8,9%	
Particuliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Autres agents résidents	4 057	3 799	5 344	5 205	3 285	15,2%	44,9%	-19,0%	7,6%	9,7%	5,9%	
Non résidents	2 228	2 082	1 932	2 143	2 882	16,6%	- 1,7%	29,4%	4,2%	3,5%	5,2%	
Crédits à l'habitat	116 805	118 261	119 255	121 016	124 058	10,2%	9,0%	6,2%	31,2%	30,8%	30,8%	
Sociétés non financières	12 506	12 709	12 795	13 312	14 151	18,5%	16,9%	13,2%	10,7%	10,7%	11,4%	
Entrepreneurs individuels	5 644	5 960	6 762	4 874	4 940	15,6%	30,4%	-12,5%	4,8%	5,7%	4,0%	
Particuliers	98 100	99 021	99 123	102 285	104 464	8,8%	6,8%	6,5%	84,0%	83,1%	84,2%	
Autres agents résidents	127	120	126	120	126	28,3%	43,5%	- 0,8%	0,1%	0,1%	0,1%	
Non résidents	428	452	449	425	377	67,2%	18,4%	-11,9%	0,4%	0,4%	0,3%	
Comptes ordinaires débiteurs	20 454	21 846	39 698	35 788	33 592	-11,6%	107,4%	64,2%	5,5%	10,3%	8,3%	
Sociétés non financières	14 632	16 543	30 231	29 641	27 160	-16,9%	126,0%	85,6%	71,5%	76,2%	80,9%	
Entrepreneurs individuels	1 556	1 384	3 305	2 597	2 691	20,7%	120,5%	72,9%	7,6%	8,3%	8,0%	
Particuliers	3 834	3 623	4 208	3 332	3 272	56,7%	18,7%	-14,7%	18,7%	10,6%	9,7%	
Autres agents résidents	394	260	1 917	160	421	-71,6%	177,4%	7,0%	1,9%	4,8%	1,3%	
Non résidents	38	36	37	58	49	-90,5%	23,3%	27,8%	0,2%	0,1%	0,1%	
Autres crédits	39 594	38 656	39 391	44 608	40 700	11,8%	0,8%	2,8%	10,6%	10,2%	10,1%	
Sociétés non financières	22 395	21 461	23 440	23 265	23 177	5,3%	9,5%	3,5%	56,6%	59,5%	56,9%	
Entrepreneurs individuels	3 887	3 817	3 580	3 792	3 379	- 1,8%	- 4,5%	-13,1%	9,8%	9,1%	8,3%	
Particuliers	8 855	8 845	8 239	13 336	10 962	- 1,7%	-16,2%	23,8%	22,4%	20,9%	26,9%	
Autres agents résidents	2 307	2 409	2 053	2 177	413	306,2%	-37,9%	-82,1%	5,8%	5,2%	1,0%	
Non résidents	2 150	2 124	2 079	2 037	2 771	244,0%	160,4%	28,9%	5,4%	5,3%	6,8%	
Créances douteuses nettes	6 610	7 191	7 447	9 183	7 965	- 2,2%	26,3%	20,5%	1,8%	1,9%	2,0%	
Sociétés non financières	1 645	2 339	2 076	2 471	2 297	-18,3%	32,5%	39,6%	24,9%	27,9%	28,8%	
Entrepreneurs individuels	1 415	1 362	1 588	1 979	1 432	37,9%	37,3%	1,2%	21,4%	21,3%	18,0%	
Particuliers	3 402	3 337	3 595	4 539	4 054	- 3,9%	19,9%	19,2%	51,5%	48,3%	50,9%	
Autres agents résidents	10	8	8	10	1	- 9,1%	8,2%	-90,0%	0,2%	0,1%	0,0%	
Non résidents	138	145	180	183	181	-17,9%	7,4%	31,2%	2,1%	2,4%	2,3%	
Autres concours non ventilés	1 928	2 079	3 293	3 664	4 683	-62,5%	77,1%	142,9%	1,4%	2,2%	3,3%	
TOTAL NET	361 474	365 127	373 940	380 852	388 917	6,7%	9,2%	7,6%	96,7%	96,6%	96,4%	
Sociétés non financières	134 188	134 922	146 410	144 413	143 715	3,9%	15,9%	7,1%	35,9%	37,8%	35,6%	
Entrepreneurs individuels	23 911	23 842	25 705	24 005	25 806	11,8%	15,3%	7,9%	6,4%	6,6%	6,4%	
Particuliers	186 389	188 821	180 578	197 219	200 733	8,7%	1,8%	7,7%	49,9%	46,7%	49,8%	
Autres agents résidents	10 048	10 424	13 084	10 173	7 520	20,5%	17,8%	-25,2%	2,7%	3,4%	1,9%	
Non résidents	5 010	5 040	4 870	5 042	6 460	47,2%	44,5%	28,9%	1,3%	1,3%	1,6%	
non ventilés par agents résidents	1 928	2 079	3 293	3 664	4 683	-62,5%	77,1%	142,9%	0,5%	0,9%	1,2%	
Provisions	12 399	13 065	13 100	13 259	14 368	10,3%	9,3%	15,9%	3,3%	3,4%	3,6%	
Sociétés non financières	3 144	4 250	3 652	3 569	4 143	- 6,1%	18,2%	31,8%	0,9%	1,0%	1,0%	
Entrepreneurs individuels	2 692	2 475	2 793	2 858	2 584	57,7%	16,7%	- 4,0%	0,8%	0,8%	0,6%	
Particuliers	6 281	6 062	6 325	6 554	7 314	6,7%	- 2,5%	16,4%	1,8%	1,8%	1,8%	
Autres agents résidents	19	15	13	14	1	—	-19,1%	-94,7%	0,0%	0,0%	0,0%	
Non résidents	263	263	317	264	326	- 5,7%	—	24,0%	0,1%	0,1%	0,1%	
Créances douteuses brutes	19 009	20 256	20 547	22 442	22 333	5,6%	14,9%	17,5%	5,4%	5,9%	5,5%	
Sociétés non financières	4 789	6 589	5 728	6 040	6 440	-10,7%	23,0%	34,5%	1,4%	1,6%	1,6%	
Entrepreneurs individuels	4 107	3 837	4 381	4 837	4 016	50,3%	23,4%	- 2,2%	1,2%	1,3%	1,0%	
Particuliers	9 683	9 399	9 920	11 093	11 368	2,7%	4,6%	17,4%	2,8%	2,8%	2,8%	
Autres agents résidents	29	23	21	24	2	- 3,3%	-10,5%	-93,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
Non résidents	401	408	497	446	507	-10,5%	196,4%	26,4%	0,1%	0,1%	0,1%	
TOTAL BRUT	373 873	378 192	387 040	394 111	403 285	6,8%	9,2%	7,9%	100,0%	100,0%	100,0%	
Taux créances douteuses brutes	5,1%	5,4%	5,3%	5,7%	5,5%							
Taux de provisionnement	65,2%	64,5%	63,8%	59,1%	64,3%							

1. L'évolution monétaire et financière

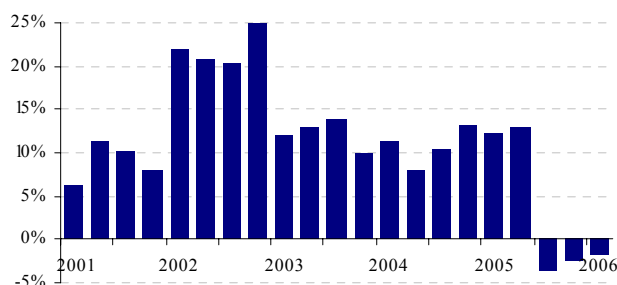
LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

Crédits de trésorerie

Encours
(en milliards de F CFP)

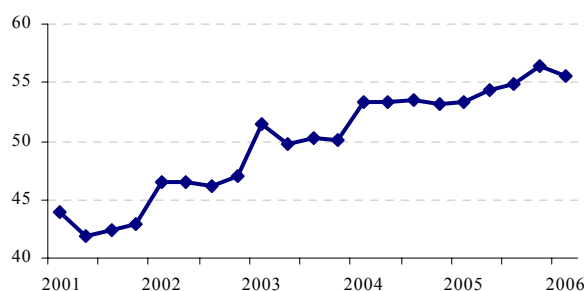


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

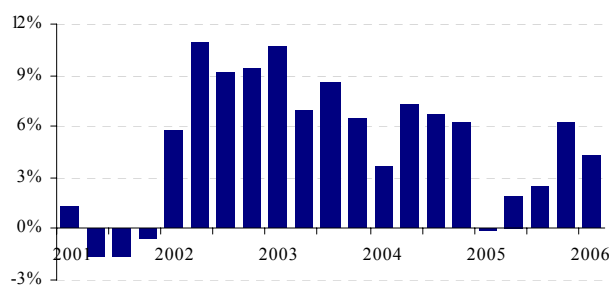


Crédits à l'équipement

Encours
(en milliards de F CFP)

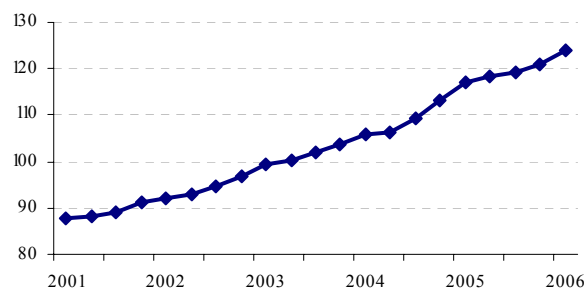


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

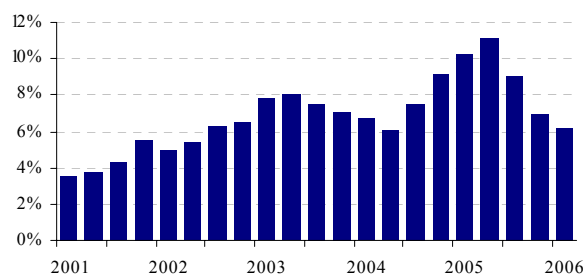


Crédits à l'habitat

Encours
(en milliards de F CFP)

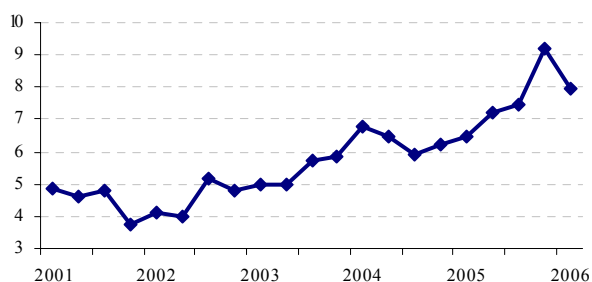


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

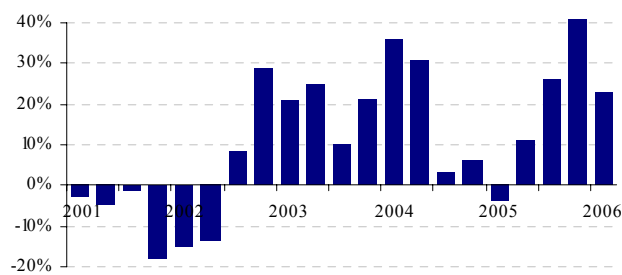


Créances douteuses nettes

Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

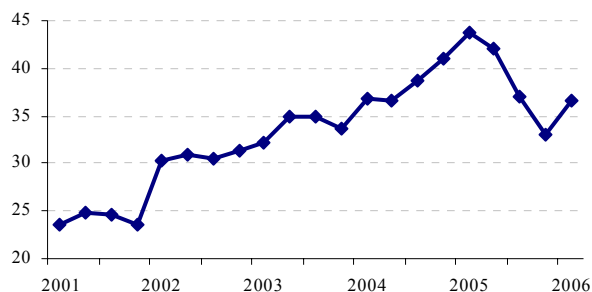


LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

Crédits de trésorerie accordés aux entreprises

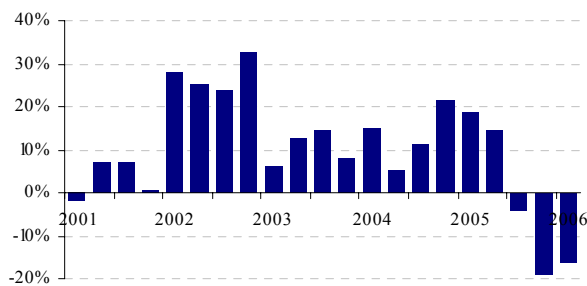
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

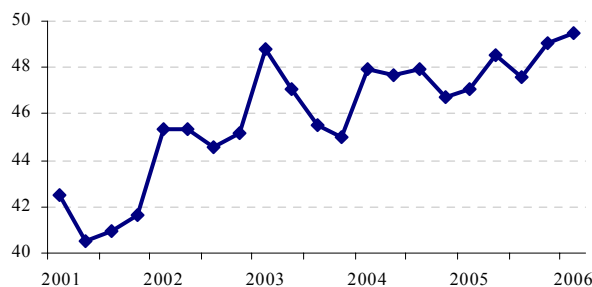
(en glissement annuel)



Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

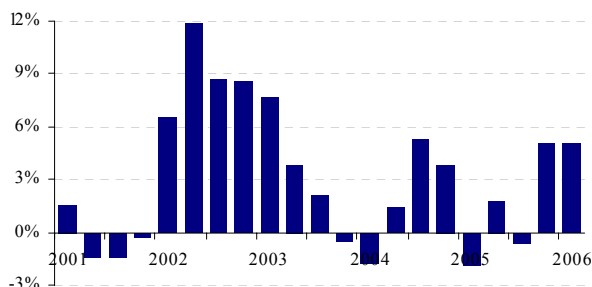
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

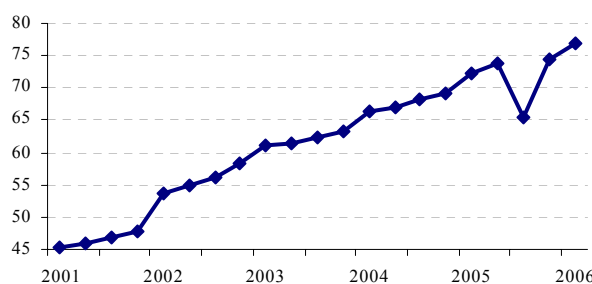
(en glissement annuel)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

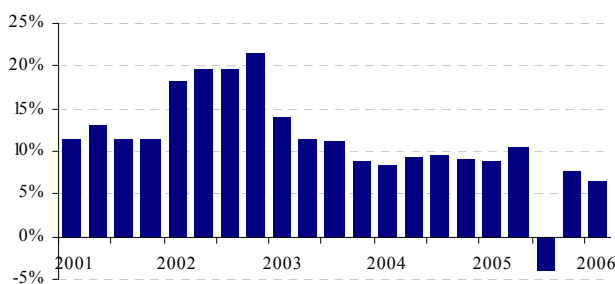
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

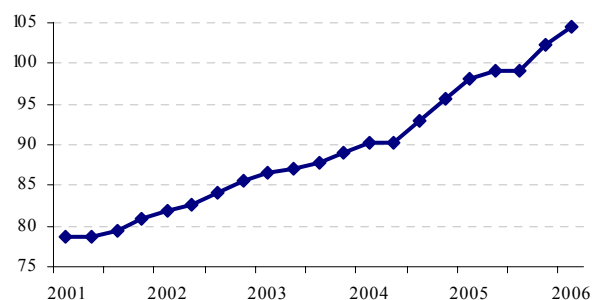
(en glissement annuel)



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

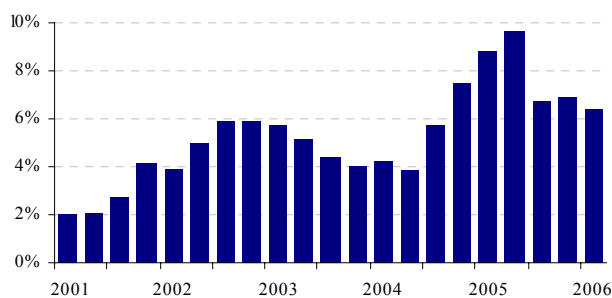
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

(en glissement annuel)



1. L'évolution monétaire et financière

1.2.3 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission

Commentaires :

Les concours bancaires des établissements situés hors zone d'émission (HZE) regroupent les crédits accordés à des résidents polynésiens par des entités métropolitaines (Agence française de développement, Caisse des dépôts et consignations, DEXIA, NATEXIS Banques populaires, CASDEN...) ou européennes (Banque européenne d'investissement).

L'encours total des crédits accordés par les établissements de crédit HZE s'est élevé à 84,4 milliards de F CFP à fin décembre 2006, en progression de 0,9 % par rapport à 2005 (81 milliards).

Répartition et évolution des concours par catégorie

Première composante de ces concours, avec 65,3 % du total, l'encours des crédits d'équipement s'est replié de 0,4 % en glissement annuel, s'élevant à 55,1 milliards de F CFP, dont 93,3 % au profit des administrations publiques locales.

A contrario, les crédits à l'habitat, qui ont atteint 23,3 milliards de F CFP à fin décembre 2006, ont connu une croissance forte sur la même période, avec +21 %, comparable à celle déjà connue en 2005 (+22,1 %).

Pour leur part, les crédits de trésorerie, sollicités par les particuliers, ont crû de 14,6 % sur l'année pour un montant de 3,9 milliards de F CFP.

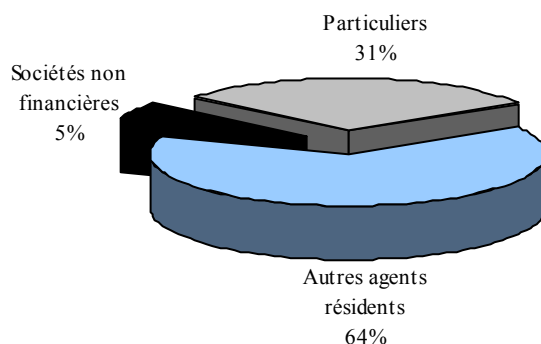
Répartition et évolution des concours par agent économique

Au terme du premier trimestre 2006, les administrations publiques locales sont demeurées les principales emprunteuses auprès des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission, avec 64,2 % du total. Entre 2005 et 2006, l'encours de leurs crédits s'est inscrit en hausse de 2,4 %, passant de 52,9 milliards de F CFP à 54,2 milliards, dont 94,8 % dédiés à l'équipement.

L'encours des crédits bancaires consentis aux particuliers s'est élevé à 25,8 milliards de F CFP. Leur progression annuelle, à l'instar de celle de leurs crédits à l'habitat (83,3 % des concours accordés), a été sensible, avec +18,5 %.

Quant aux crédits octroyés aux sociétés non financières, ils ont subi un net repli, leur encours passant de 5,9 milliards de F CFP à 4,4 milliards entre 2005 et 2006 (-24,7 %).

Ventilation par agent économique des concours octroyés par les établissements installés hors de la zone d'émission au 31 décembre 2006



1. L'évolution monétaire et financière

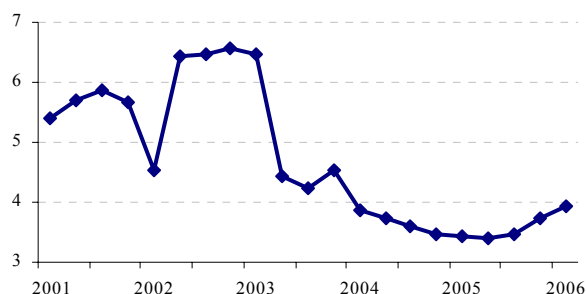
CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE												
Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission												
Montants en millions de F CFP	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/12/2005	30/06/2006	31/12/2006	31/12/2005	30/06/2006	31/12/2006	31/12/2006
Créances commerciales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés non financières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Entrepreneurs individuels	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Particuliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres agents résidents	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédits de trésorerie	3 443	3 410	3 472	3 728	3 947	-11,1%	- 3,5%	14,6%	4,2%	4,2%	4,7%	
Sociétés non financières	0	0	0	65	0	—	—	—	—	—	—	—
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	—
Particuliers	3 443	3 410	3 472	3 664	3 947	-11,1%	- 3,5%	14,6%	100,0%	100,0%	100,0%	
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	—	100,0%	—	—	—	—	—
Crédits à l'équipement	55 303	54 868	56 140	56 022	55 077	- 6,7%	- 1,5%	- 0,4%	68,2%	67,9%	65,3%	
Sociétés non financières	4 751	4 611	4 325	4 252	3 689	1,2%	-18,6%	-22,4%	8,6%	7,7%	6,7%	
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	—
Particuliers	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	—
Autres agents résidents	50 552	50 257	51 815	51 770	51 388	- 7,3%	0,3%	1,7%	91,4%	92,3%	93,3%	
Crédits à l'habitat	19 238	19 865	20 742	21 604	23 285	22,1%	14,2%	21,0%	23,7%	25,1%	27,6%	
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	—
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	—
Particuliers	18 090	18 717	19 545	20 407	21 507	14,8%	12,6%	18,9%	94,0%	94,2%	92,4%	
Autres agents résidents	1 148	1 148	1 197	1 197	1 778	—	47,4%	54,9%	6,0%	5,8%	7,6%	
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	
Sociétés non financières	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	—
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	—
Particuliers	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	—
Autres agents résidents	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	—
Autres crédits	2 140	2 026	1 850	1 814	1 720	-43,0%	-38,1%	-19,6%	2,6%	2,2%	2,0%	
Sociétés non financières	881	861	798	762	712	-26,0%	-17,1%	-19,2%	41,2%	43,1%	41,4%	
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	—
Particuliers	29	29	0	0	0	52,6%	—	-100,0%	1,4%	—	—	—
Autres agents résidents	1 230	1 136	1 052	1 052	1 008	-51,7%	-47,6%	-18,0%	57,5%	56,9%	58,6%	
Créances douteuses nettes	922	974	454	534	372	347,6%	107,6%	-59,7%	1,1%	0,5%	0,4%	
Sociétés non financières	219	219	205	194	3	ns	ns	ns	23,8%	45,2%	0,8%	
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	—
Particuliers	225	272	249	340	369	9,2%	13,8%	64,0%	24,4%	54,8%	99,2%	
Autres agents résidents	478	483	0	0	0	—	—	—	51,8%	—	—	—
TOTAL NET	81 046	81 143	82 658	83 701	84 401	- 2,2%	0,9%	4,1%	100,0%	100,0%	100,0%	
Sociétés non financières	5 851	5 691	5 328	5 272	4 404	- 0,6%	-15,1%	-24,7%	7,2%	6,4%	5,2%	
Entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	—	—	—	—	—	—	—
Particuliers	21 787	22 428	23 266	24 410	25 823	9,8%	9,8%	18,5%	26,9%	28,1%	30,6%	
Autres agents résidents	52 930	52 541	54 064	54 019	54 174	- 7,3%	- 0,8%	2,4%	65,3%	65,4%	64,2%	
Provisions non ventilées	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	
TOTAL BRUT	81 046	81 143	82 658	83 701	84 401	- 2,6%	- 0,8%	4,1%	100,0%	100,0%	100,0%	
Taux créances douteuses brutes	1,1%	1,2%	0,5%	0,6%	0,4%							
Taux de provisionnement	—	—	—	—	—							

1. L'évolution monétaire et financière

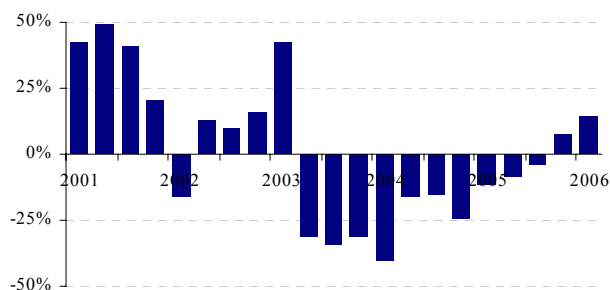
LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

Crédits de trésorerie

Encours
(en milliards de F CFP)

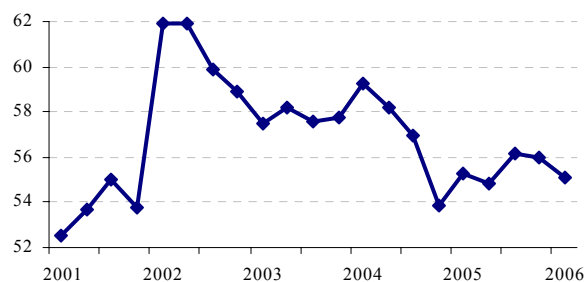


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

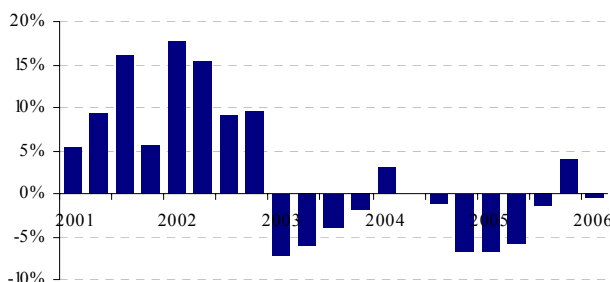


Crédits à l'équipement

Encours
(en milliards de F CFP)

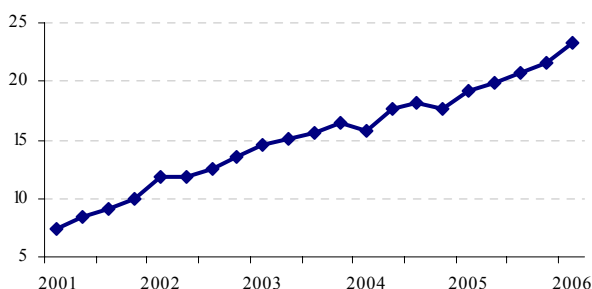


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

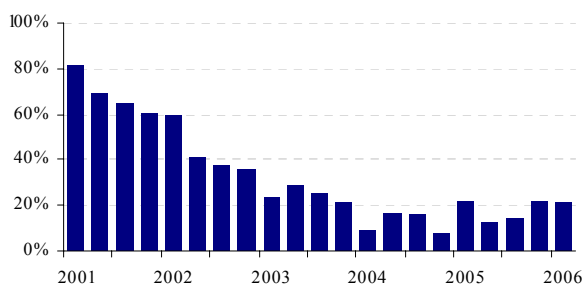


Crédits à l'habitat

Encours
(en milliards de F CFP)

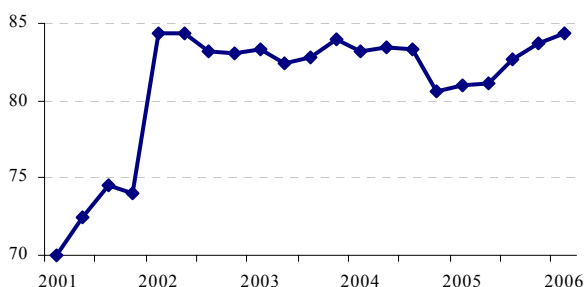


Variations trimestrielles
(en glissement annuel)

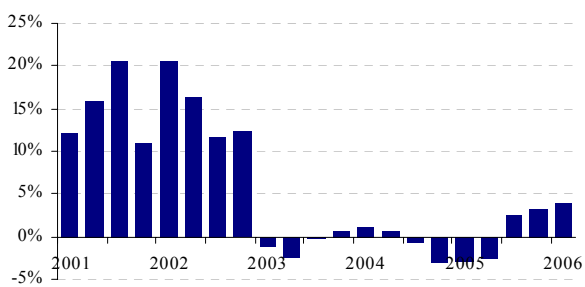


Ensemble des crédits

Encours
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles
(en glissement annuel)



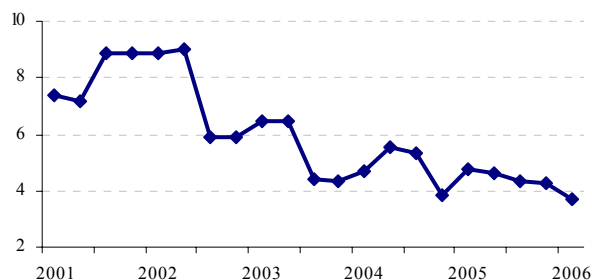
LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS DE LA ZONE D'ÉMISSION

Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

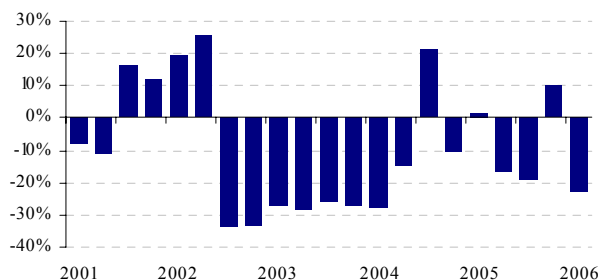
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

(en glissement annuel)

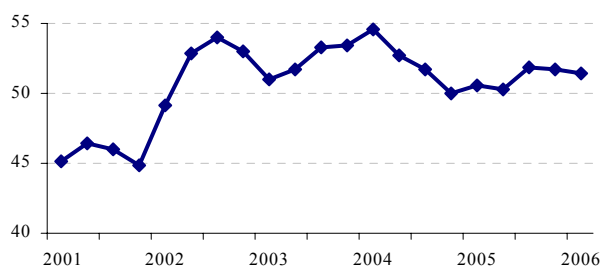


Crédits à l'équipement accordés aux « autres agents résidents »

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

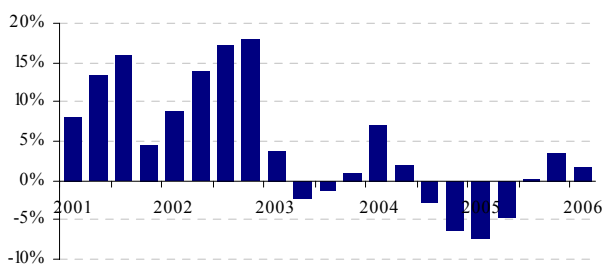
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

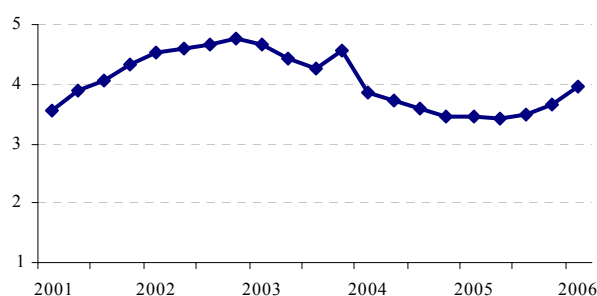
(en glissement annuel)



Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

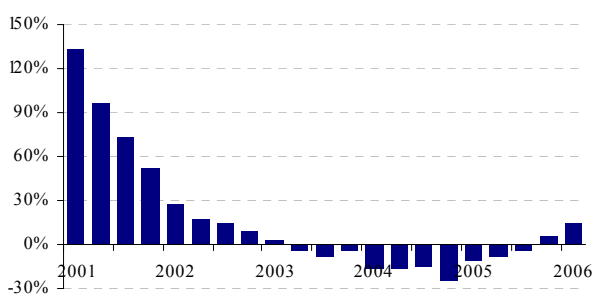
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

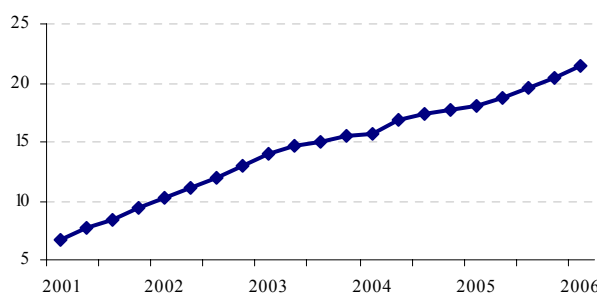
(en glissement annuel)



Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

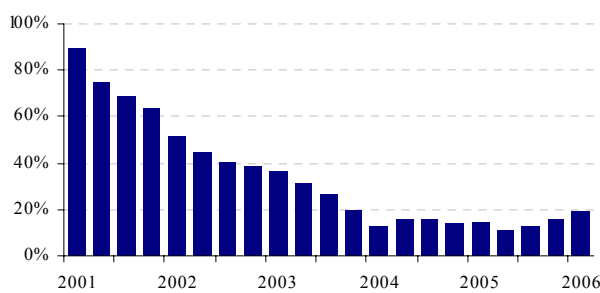
Encours

(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles

(en glissement annuel)



1. L'évolution monétaire et financière

1.3 La masse monétaire et ses contreparties

1.3.1 Les composantes de la masse monétaire

Commentaires :

A fin 2006, la masse monétaire M3 s'élevait à 352,5 milliards de F CFP, contre 329 milliards un an auparavant, soit +7,2 % en un an, grâce aux croissances conjuguées des dépôts à terme et des dépôts à vue, respectivement de 39,4 % et de 13,6 %.

En revanche, les comptes sur livret se sont inscrits en retrait de 9 % sur la période (71,5 milliards de F CFP contre 78,6 milliards).

Quant aux plans d'épargne logement, leurs encours est passé à 12 milliards de F CFP contre 11,9 en décembre 2005, soit +0,5 %.

COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %		
	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/12/2005	30/06/2006	31/12/2006
M1								
Circulation fiduciaire	11 475	11 040	12 601	11 447	12 821	10,0%	25,5%	11,7%
- Billets	9 765	9 333	10 866	9 697	11 026	10,3%	28,7%	12,9%
- Pièces	1 710	1 707	1 735	1 751	1 795	8,4%	8,8%	5,0%
Dépôts à vue	124 978	121 271	130 286	124 053	141 923	4,3%	13,4%	13,6%
- Banques	118 380	111 183	120 835	115 355	133 979	4,1%	11,1%	13,2%
- O.P.T.	6 598	10 088	9 451	8 698	7 944	7,9%	53,6%	20,4%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Total M1	136 453	132 311	142 887	135 500	154 744	4,7%	14,3%	13,4%
M2 - M1	78 855	77 321	75 947	72 829	71 774	- 3,3%	- 4,1%	- 9,0%
Comptes sur livret	78 605	77 068	75 694	72 593	71 533	- 3,3%	- 4,1%	- 9,0%
Comptes d'épargne-logement	250	253	253	237	241	1,6%	- 0,5%	- 3,6%
Total M2	215 308	209 632	218 834	208 329	226 518	1,6%	7,2%	5,2%
M3 - M2	113 656	112 627	109 980	118 282	125 993	18,2%	12,7%	10,9%
Dépôts à terme	82 580	87 422	96 855	106 750	115 115	14,6%	30,2%	39,4%
- Banques	82 580	87 422	96 855	106 750	115 115	14,6%	30,2%	39,4%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons	13 590	13 538	10 028	9 284	8 598	-11,3%	-21,6%	-36,7%
Certificats de dépôt	17 486	11 667	3 097	2 248	2 280	99,1%	-70,2%	-87,0%
Total M3	328 964	322 259	328 814	326 611	352 511	6,8%	9,0%	7,2%
P1	11 921	12 130	11 918	11 846	11 985	23,8%	12,3%	0,5%
(Epargne contractuelle)								
Plans d'épargne-logement	11 921	12 130	11 918	11 846	11 985	23,8%	12,3%	0,5%
Compte d'épargne à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres cptes d'épargne à rég spéc	-	-	-	-	-	-	-	-
M3 + P1	340 885	334 389	340 732	338 457	364 496	7,3%	9,1%	6,9%

1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Commentaires :

L'accroissement de la masse monétaire de 7,2 % en rythme annuel s'explique essentiellement par les croissances conjointes des concours au secteur privé de 5,4 % et des avoirs hors zone d'émission de 11,6 %.

Dans le même temps, les engagements hors zone d'émission ont crû de 16,3 %. Résultat de la différence entre avoirs et engagements hors zone d'émission des établissements de crédits de la place, la position extérieure nette du système bancaire local est passée de 5,4 à -14,8 milliards de F CFP entre 2005 et 2006.

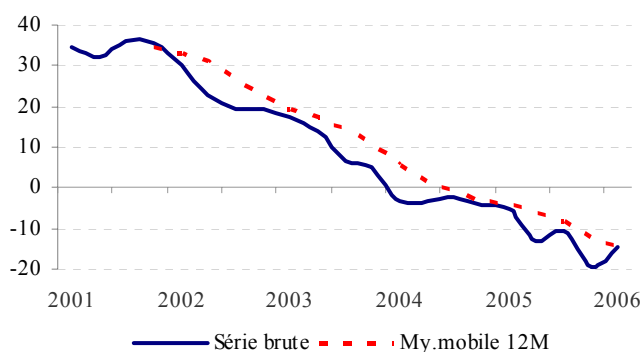
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %		
	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/12/2005	30/06/2006	31/12/2006
Avoirs hors zone d'émission	94 194	91 298	96 003	85 240	105 155	30,4%	12,6%	11,6%
Institut d'émission	21 116	22 742	23 553	17 300	28 623	10,3%	23,9%	35,6%
Etablissements de crédit locaux (*)	73 078	68 558	72 450	67 940	76 532	37,6%	9,4%	4,7%
Créances du Trésor public	- 454	- 454	- 659	- 704	- 674	-	12,7%	48,5%
Concours sur ressources monétaires	235 224	231 415	233 469	242 075	248 030	- 0,2%	7,5%	5,4%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	373 786	378 192	387 040	394 111	403 285	6,8%	9,2%	7,9%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	138 562	146 777	153 571	152 036	155 255	21,2%	11,9%	12,0%
Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	21 370	26 078	25 640	28 223	28 112	- 2,9%	- 2,6%	31,5%
Provisions sur créances douteuses	12 400	13 065	13 100	13 259	14 368	10,3%	9,3%	15,9%
Engagements hors zone d'émission (*)	78 510	81 513	83 248	87 516	91 309	38,6%	21,5%	16,3%
Epargne contractuelle	11 921	12 130	11 918	11 846	11 985	23,8%	12,3%	0,5%
Divers	14 361	13 991	19 664	11 193	9 481	- 3,4%	- 0,6%	-34,0%
Total M3	328 964	322 259	328 813	326 611	352 511	6,8%	9,0%	7,2%
Position extérieure nette du système bancaire local *	- 5 432	- 12 955	- 10 798	- 19 575	- 14 777	54,2%	368,7%	172,0%

* La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission des ces mêmes établissements.

Position extérieure nette du système bancaire local

(en milliards de F CFP)



1. L'évolution monétaire et financière

1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédits locaux

1.4.1 Le financement des crédits bancaires

Commentaires :

Les dépôts diminués des encaisses ont représenté 83,2 % des ressources des établissements de crédit, avec un encours de 346,3 milliards de F CFP (+6,9 % en rythme annuel) au 31 décembre 2006.

Les ressources propres moins les valeurs immobilisées représentent 9,8 % des ressources des banques (40,7 milliards de F CFP). Le recours au réescompte a baissé de 10 % en un an (5,9 milliards de F CFP) et sa part est restée marginale (1,4 %).

Les ressources des banques locales sont dédiées essentiellement à leur activité de crédit, à hauteur de 96,8 % pour 403,3 milliards de F CFP.

Les réserves obligatoires constituées auprès de l'IEOM représentent 3,2 % du total des emplois des banques.

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 DECEMBRE 2005

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	373 785	95,97%	Dépôts collectés - encaisses	323 859	83,15%
Réserves obligatoires	10 699	2,75%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	31 728	8,15%
Réserves libres	5 000	1,28%	Excédent des op. diverses des EC	21 930	5,63%
			Réescompte	6 535	1,68%
			Position extérieure nette des EC	5 432	1,39%
Total emplois	389 484	100%	Total ressources	389 484	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 JUIN 2006

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	387 040	97,03%	Dépôts collectés - encaisses	314 660	78,88%
Réserves obligatoires	11 861	2,97%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	39 283	9,85%
Réserves libres	5	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	26 472	6,64%
			Réescompte	7 693	1,93%
			Position extérieure nette des EC	10 798	2,71%
Total emplois	398 906	100%	Total ressources	398 906	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 DECEMBRE 2006

en millions de F CFP

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	403 285	96,84%	Dépôts collectés - encaisses	346 267	83,15%
Réserves obligatoires	13 152	3,16%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	40 699	9,77%
Réserves libres	0	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	8 819	2,12%
			Réescompte	5 884	1,41%
			Position extérieure nette des EC	14 768	3,55%
Total emplois	416 437	100%	Total ressources	416 437	100%

1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée

Commentaires :

Les opérations interbancaires

Les ressources interbancaires des établissements de crédit locaux se sont établies à 94,3 milliards de F CFP au terme du quatrième trimestre 2006, en baisse de 5,1 % sur l'année (99,4 milliards au 31 décembre 2005). Celles-ci ont été principalement constituées de ressources à court terme, à moins d'un an : leur montant s'est élevé à 65,7 milliards de F CFP, soit 69,7 % du total.

De même, les emplois, qui ont atteint 102,4 milliards de F CFP à fin décembre 2006 (+8,7 % en un an), sont principalement à court terme puisque les dépôts inférieurs à un an ont représenté une part de 82,9 %.

Le solde des opérations interbancaires en fin d'année 2005 atteignait -8,1 milliards de F CFP (+5,2 milliards au quatrième trimestre 2005).

Les opérations avec la clientèle

Les ressources des établissements de crédit, comme leurs emplois, sont essentiellement à court terme (respectivement 97,3 % et 67,4 %).

Structurellement déficitaires, les opérations avec la clientèle ont dégagé un solde de -24,3 milliards de F CFP au 31 décembre 2006, contre -29,8 milliards un an plus tôt. La couverture des emplois par les ressources est passée de 91,8 % à 93,7 %.

1. L'évolution monétaire et financière

EQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DUREE

En millions de F CFP

31/12/2006	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
OPERATIONS INTERBANCAIRES									
EMPLOIS									
Caisse	6 023	6 023							
Banques centrales et OPT	13 217	0	13 217						
Comptes ordinaires débiteurs	16 283	0	16 283						
Comptes et prêts à terme dont réseau	66 009	0	7 905	14 622	6 676	8 221	11 092	17 493	0
Val. reçues en pension à terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à la clientèle financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VNI, créances douteuses et créances rattachées	823	823	0	0	0	0	0	0	0
Total emplois	102 355	6 846	37 405	14 622	6 676	8 221	11 092	17 493	0
RESSOURCES									
Banques centrales et OPT	65	0	65						
Comptes ordinaires créditeurs	12 474	0	12 474						
Comptes et emprunts à terme dont réseau	81 241	0	27 315	6 150	257	6 380	12 589	15 833	12 718
Val. données en pension à terme	5 884	0	4 585	1 298	0	0	0	0	0
Emprunts auprès de la clientèle financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	996	996	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	94 280	996	44 440	7 448	257	0	12 589	15 833	12 718
RESSOURCES - EMPLOIS	-8 075	-5 850	7 035	-7 173	-6 419	-8 221	1 496	-1 660	12 718
Cumul		-5 850	1 185	-5 989	-12 408	-20 629	-19 133	-20 793	-8 075
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE									
EMPLOIS									
Comptes ordinaires débiteurs	33 592	0	33 592	0	0	0	0	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à la clientèle	335 920	0	162 789	16 913	5 673	9 823	16 172	73 070	51 480
VNI, créances douteuses et créances rattachées	12 450	12 450	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés à terme	693	0	693	0	0	0	0	0	0
Crédit-bail et opérations assimilées	4 834	519		130	258	376	1 895	1 653	2
Titres de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total emplois	387 490	12 969	197 075	17 043	5 931	10 199	18 068	74 723	51 482
RESSOURCES									
Comptes ordinaires créditeurs	143 952	1 391	142 561	0	0	0	0	0	0
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes sur livrets et divers	83 759	0	78 407	1 160	1 220	704	648	823	798
Comptes créditeurs à termes	120 666	0	67 314	18 829	13 070	8 089	5 696	3 769	3 898
Bons de caisse et bons d'épargne	8 598	0	2 493	1 696	715	1 501	1 813	360	20
Titres de créances négociables	2 280	0	2 280	0	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	3 972	3 972	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	363 227	5 363	293 055	21 685	15 006	10 294	8 157	4 952	4 716
RESSOURCES - EMPLOIS	-24 263	-7 606	95 981	4 642	9 075	94	-9 911	-69 772	-46 765
Cumul		-7 606	88 375	93 016	102 091	102 186	92 275	22 503	-24 263
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	15 909	0	0	0	0	0	0	0	0

2. Rappel des taux

2.1 Taux administrés

2.1.1 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à treize semaines. Il s'agit d'un taux applicable à toute indemnisation pour un retard dans l'exécution d'une obligation contractuelle ou légale.

2002	2003	2004	2005	2006	2007
4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %

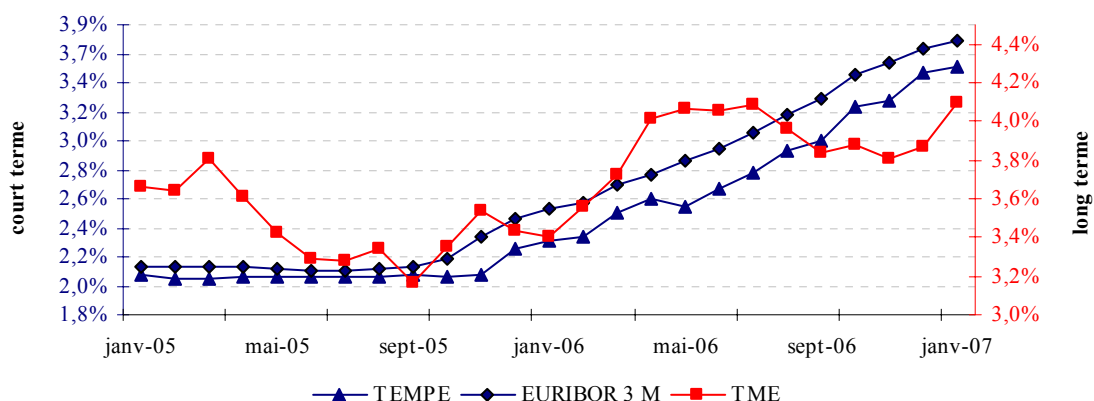
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/03/2007	2,50%	5,25%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	12/12/2006	2,50%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	6,15 % à 6,60 % (Taux SGFGAS depuis le 01/01/2007)
taux de la facilité de prêt marginal	14/03/2007	4,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/03/2007	4,75%	

2.2 Taux du marché

2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07
TEMPE (Taux moyen pondéré en euros)	3,0407%	3,2806%	3,3283%	3,5155%	3,5658%
EURIBOR 3 mois (Taux interbancaire offert en euro)	3,3340%	3,5010%	3,5970%	3,6870%	3,7510%
TME (Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme)	3,84%	3,88%	3,81%	3,87%	4,10%



2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie française

Ce taux n'est défini par aucun texte légal ou réglementaire, mais son usage s'est dégagé des pratiques de la profession. En théorie, ce taux de référence est librement fixé par chaque banque sur la base du taux prévalant en Métropole. Cependant, en pratique, un alignement s'opère entre les banques locales. Le taux de base bancaire de la Polynésie Française a été porté depuis le 1^{er} décembre 2006 à 7,60%.

Evolution du taux de base bancaire moyen pondéré depuis 2000 (en %)

Mai-00	Sept-00	Fév-01	Déc-02	Fév-03	Juil-03	Oct-04	Déc-06
7,40	7,90	8,10	8,10	7,85	7,60	7,40	7,60

2.3 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

2.3.1 Crédits aux particuliers

<i>Seuils de l'usure</i>	1er trim. 2006	2e trim. 2006	3e trim. 2006	4e trim. 2006	1er trim. 2007
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	5,72%	5,80%	5,99%	6,16%	6,39%
- Prêts à taux variable	5,36%	5,48%	5,57%	5,73%	6,12%
- Prêts relais	5,63%	5,68%	5,81%	6,03%	6,21%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	19,67%	20,21%	20,36%	20,53%	20,76%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	17,37%	17,81%	18,20%	18,81%	19,07%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	7,89%	8,40%	8,48%	8,53%	8,44%

2. Rappel des taux

2.3.2 Crédits aux personnes morales et aux personnes physiques

<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>1er trim. 2006</i>	<i>2è trim. 2006</i>	<i>3è trim. 2006</i>	<i>4e trim. 2006</i>	<i>1er trim. 2007</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,95%	9,76%	10,25%	10,49%	10,48%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,49%	5,55%	5,67%	6,17%	6,51%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,91%	5,99%	6,31%	6,51%	6,76%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	12,35%	13,33%	13,97%	14,00%	14,19%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	7,81%	8,44%	8,51%	8,81%	8,83%

<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>1er trim. 2006</i>	<i>2è trim. 2006</i>	<i>3è trim. 2006</i>	<i>4e trim. 2006</i>	<i>1er trim. 2007</i>
Découverts en compte	12,35%	13,33%	13,97%	14,00%	14,19%

2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit

Coût du crédit aux entreprises

Sur la période juin/juillet 2006, l'enquête sur le coût du crédit aux entreprises menée auprès des trois banques de la place a permis de collecter 1 108 déclarations de nouveaux prêts d'un montant global de 8,8 milliards de F CFP (609 pour 12,6 milliards de F CFP en juin/juillet 2005).

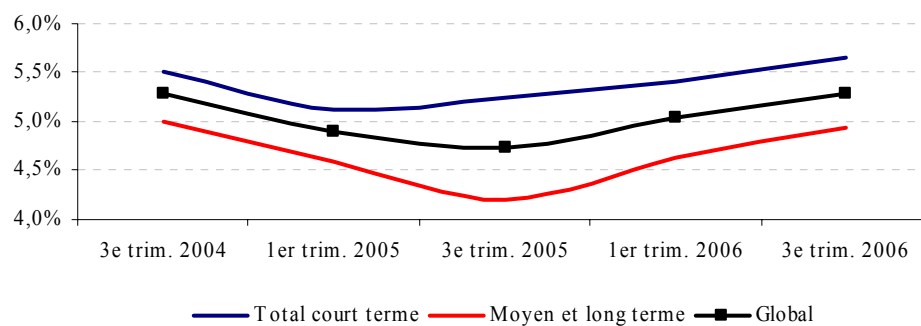
En hausse de 55 points de base par rapport à l'enquête de juin-juillet 2005, le TMPG (taux moyen pondéré global) a atteint 5,28 % en juin-juillet dernier, contre 4,73 % un an plus tôt.

Le coût du crédit a été tiré vers le haut par tous les types de produits : l'escompte (29 % des financements et +38 points de base), les découverts (33 % des financements et +33 points de base en un an), les autres crédits à court terme (6 % des financements et +10 points de base) et les crédits à moyen et long terme (32% et + 73 points de base).

Evolution des taux moyens du crédit aux entreprises

	3e trim. 2004	1er trim. 2005	3e trim. 2005	1er trim. 2006	3e trim. 2006	Variations annuelles
Escompte	7,70%	7,23%	5,93%	5,31%	6,31%	38 pb
Découverts	5,79%	5,01%	5,01%	5,78%	5,34%	33 pb
Autres crédits à court terme	3,59%	4,39%	5,09%	4,12%	5,19%	10 pb
Total court terme	5,50%	5,12%	5,24%	5,41%	5,65%	41 pb
Moyen et long terme	5,01%	4,60%	4,21%	4,63%	4,94%	73 pb
Global	5,28%	4,90%	4,73%	5,04%	5,28%	55 pb

Coût du crédit aux entreprises



L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

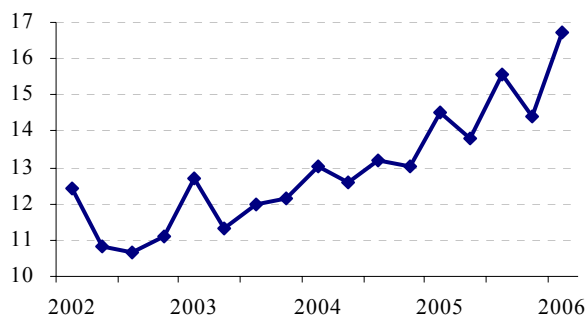
3. Autres activités de l'IEOM

3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire

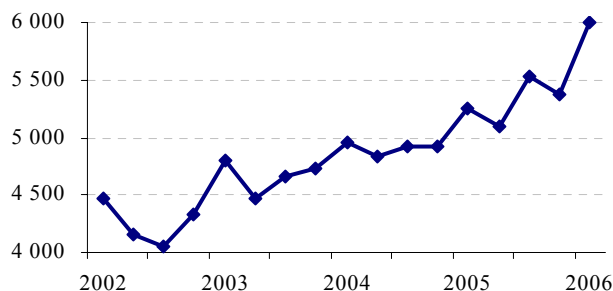
3.1.1 L'émission de billets CFP

L'émission nette de billets F CFP a connu une progression annuelle de 14,4 % en volume et de 15,4 % en valeur pour atteindre 6.005.887 billets au 31 décembre 2006 représentant un montant de 16,7 milliards de F CFP. Sur les douze derniers mois, l'ensemble des émissions s'est inscrit en nette augmentation : +15,4 % pour les 10.000 F CFP, +17,3 % pour les 5.000 F CFP, +14,4 % pour les 1.000 F CFP et +12,7 % pour les 500 F CFP.

Emissions nettes de billets en valeur
(en milliards de F CFP)

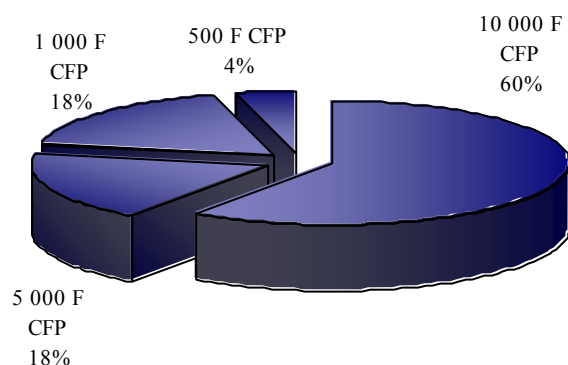


Emissions nettes de billets en volume
(en milliers d'unités)

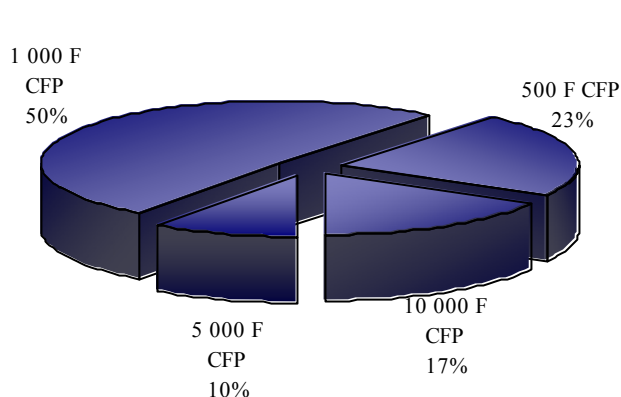


Répartition de l'émission nette cumulée de billets CFP au 31 décembre 2006

Répartition en valeur



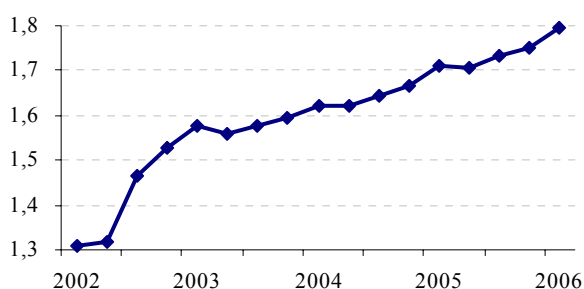
Répartition en volume



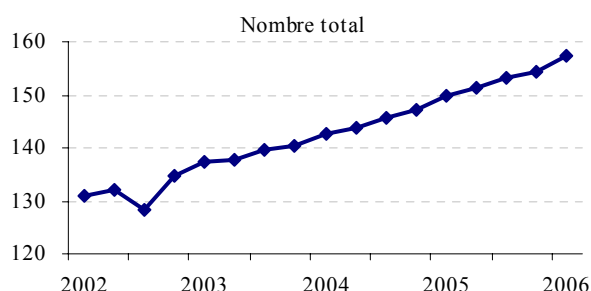
3.1.2 L'émission de pièces CFP

L'émission nette de pièces a augmenté de 4,8 % en rythme annuel, représentant un total de 157,2 millions d'unités. En valeur, elle s'est inscrite en hausse de 5 % à 1,8 milliard de F CFP. L'évolution annuelle par pièce est la suivante : +5,4 % pour les 100 F CFP, +3,6 % pour les 50 F CFP, +4,9 % pour les 20 F CFP, +4,4 % pour les 10 F CFP, +4,7 % pour les 5 F CFP, +4,3 % pour les 2 F CFP et +5,5 % pour les 1 F CFP.

Emissions nettes de pièces en valeur
(en milliards de F CFP)

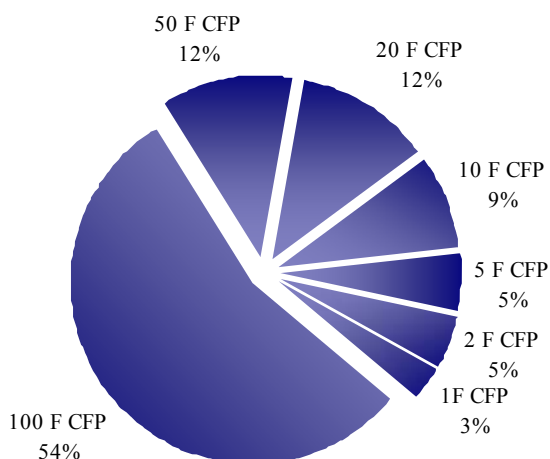


Emissions nettes de pièces en volume
(en millions d'unités)

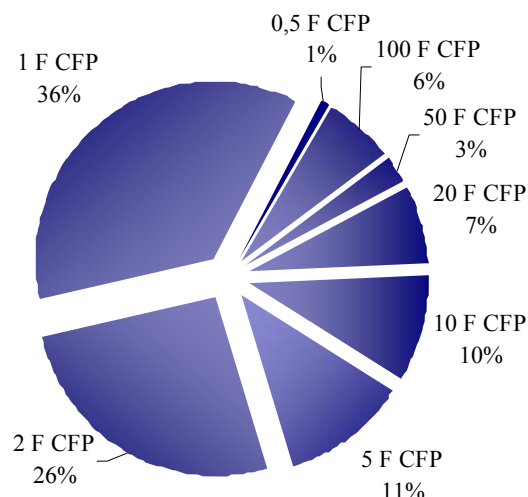


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces CFP au 31 décembre 2006

Répartition en valeur



Répartition en volume

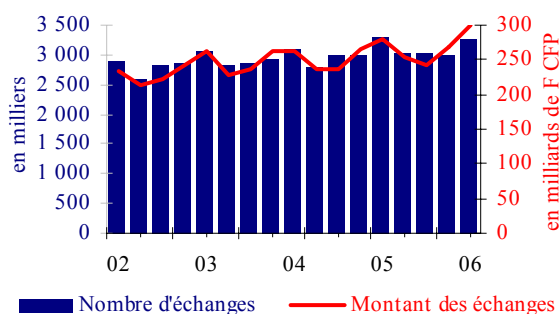


3. Autres activités de l'IEOM

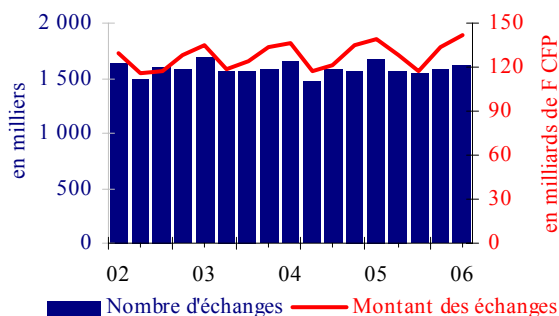
3.2 Les systèmes d'échanges

L'activité de la chambre de compensation s'est accrue sur l'ensemble de l'année 2006 : entre décembre 2005 et décembre 2006, les volumes compensés sont passés de 12,1 millions à 12,3 millions d'opérations (+1,9 %) et les valeurs échangées de 1,02 milliard de F CFP à 1,06 milliard (+4,3 %).

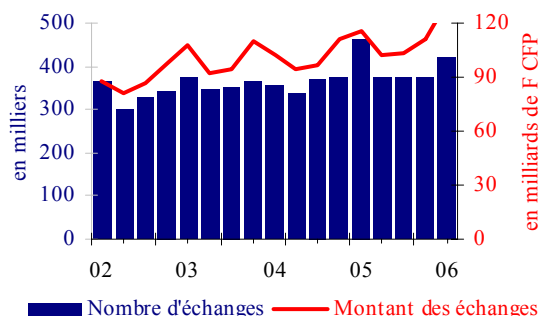
Compensation des échanges de valeurs



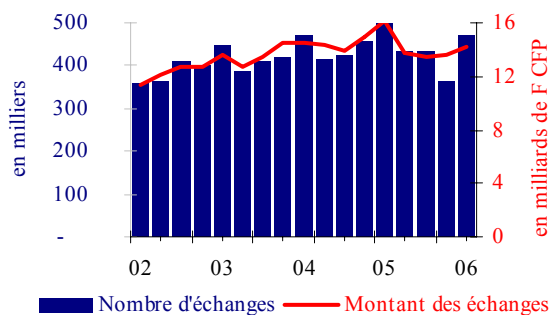
Compensation des chèques



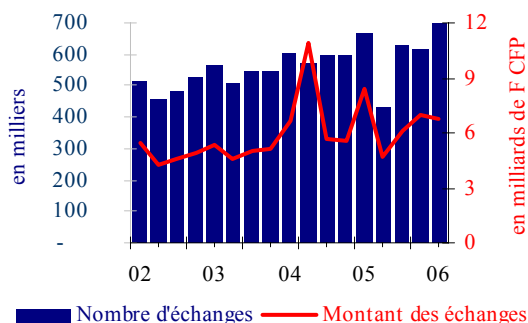
Compensation des virements



Compensation des effets, avis de prélèvement et titres interbancaires



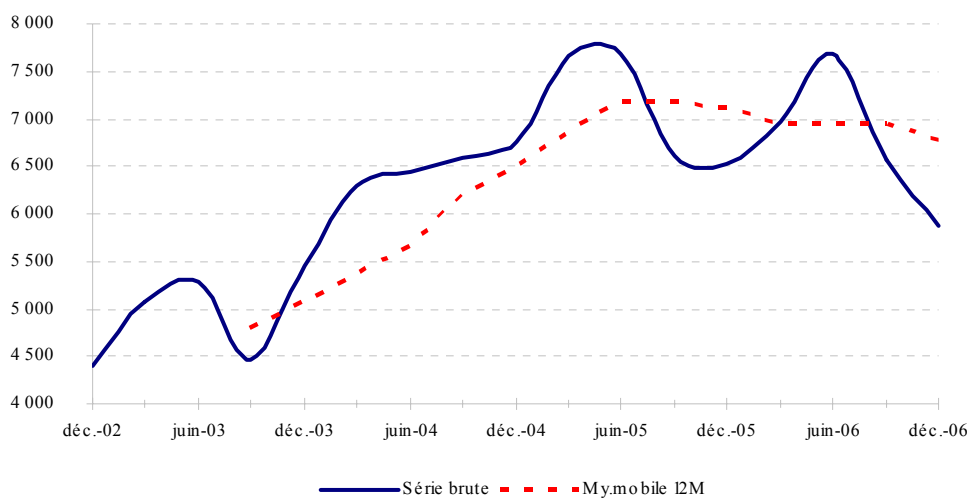
Compensation des opérations monétiques



3.3 Le refinancement

Le portefeuille des crédits refinancés auprès de l'IEOM s'est établi à 5,9 milliards de F CFP au 31 décembre 2006. Celui-ci s'est inscrit en retrait de 10 % en rythme annuel (6,5 milliards de F CFP en décembre 2005), sous l'effet conjugué des baisses des mobilisations à court terme (-6,7 %) ainsi que celles à moyen terme (-11,5 %).

Mobilisation des crédits
(en millions de F CFP)



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
BP 583 - 98713 PAPEETE

Directeur de la publication : Alain VIENNEY
Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT
Editeur : IEOM - Etablissement public
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achevé d'imprimer en Mars 2007
Dépôt légal : Mars 2007 - N° ISSN 0296-3108